

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 20 JUILLET 2020



Rapport de présentation

Budget Primitif

2020

Rapporteur : Monsieur Pierre PUGGLIESI, Adjoint au Maire Délégué aux Finances

SOMMAIRE

A.	LES GRANDS EQUILIBRES BUDGETAIRES	4
B.	LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	5
1.	LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	6
1.1	<i>Les recettes de fonctionnement par nature.....</i>	<i>7</i>
➤	Chapitre 70 : Produits des services et du domaine :	7
➤	Chapitre 73 : Impôts et taxes :.....	8
➤	Chapitre 74 : Dotations, subventions et participations :	12
➤	Chapitre 76 : Produits financiers	14
➤	Les autres chapitres budgétaires : chapitre 013, chapitre 75 et chapitre 77	14
➤	Chapitre 002 : Résultat reporté et anticipé	15
1.2	<i>Les recettes de fonctionnement par fonctions.....</i>	<i>15</i>
2.	LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	16
2.1	<i>Les dépenses de fonctionnement par nature.....</i>	<i>18</i>
➤	Chapitre 011 : Charges à caractère général :.....	18
➤	Chapitre 012 : Charges de personnel :.....	21
➤	Chapitre 66 : Charges financières :.....	24
➤	Les Autres chapitres budgétaires : chapitre 67 et chapitre 014	25
2.2	<i>Les dépenses de fonctionnement par fonction</i>	<i>25</i>
C.	LA SECTION D'INVESTISSEMENT	27
1.	LES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT.....	27
➤	Chapitre 10 : Fonds et réserves	28
➤	Chapitre 13 : Subventions d'équipements	28
➤	Chapitre 16 : Dettes et emprunts	30
➤	Chapitre 024 : Cessions des immobilisations.....	30
➤	Chapitre 001 : Résultat reporté et anticipé	30
2.	LES EMPLOIS D'INVESTISSEMENT.....	31
➤	Chapitre 16 : Dettes et emprunts	32
➤	Chapitres 20/204/21/23 : Dépenses d'équipement	32
➤	Chapitre 26 : Participations financières.....	35
➤	Chapitre 27 : Autres immobilisations financières.....	35
3.	LA GESTION DE LA DETTE	36
3.1	<i>La charte de la dette</i>	<i>38</i>
D.	LES TRAVAUX POUR LE COMPTE DE TIERS ET OPERATIONS SOUS MANDATS	39
E.	LES OPERATIONS D'ORDRE ET OPERATIONS PATRIMONIALES	40
F.	LES RATIOS COMMUNAUX.....	41

BUDGET PRINCIPAL

Les orientations budgétaires 2020 de la Ville, présentées lors du conseil municipal du 29 Juin dernier, ont permis de dresser le cadre institutionnel et de détailler les évolutions prévisionnelles des grandes masses du budget 2020 dans un contexte de grande incertitude lié à la pandémie du « COVID-19 ».

Pour rappel, l'ajustement des crédits tant en fonctionnement qu'en investissement nécessité par la crise sanitaire marque une rupture avec les scénarios au fil de l'eau connus lors du mandat achevé. La durée du confinement décrété a bien entendu un impact appréhendable à court terme sur les dépenses et recettes habituelles, mais c'est la progressivité du déconfinement, et la manière de le vivre par nos concitoyens, qui risque de générer un impact à moyen terme difficilement quantifiable ainsi qu'un impact à long terme qu'il faudra essayer d'anticiper le plus en amont possible.

En fonction de l'évolution de la situation internationale, nationale et/ou régionale, il conviendra d'ajuster la copie budgétaire lors d'une ou plusieurs décisions modificatives dans un laps de temps inédit, soit 6 mois.

La loi du 23 mars 2020 et les ordonnances qui ont suivi, notamment celle du 25 mars 2020, ont permis aux collectivités locales d'envisager la période de confinement avec le plus de souplesse possible. Le défi inédit consistait à gérer les besoins supposés des collectivités, au lendemain d'élections municipales, sans que celles-ci aient pu voter leur budget.

Le Plan dit d'urgence en aide aux collectivités locales (PLFR3) annoncé en juin 2020 prévoit quant à lui des modalités de mise en œuvre d'un mécanisme de compensations des recettes fiscales et domaniales en faveur des collectivités. La ville d'Ajaccio, du fait de l'architecture de ses recettes, n'est pour l'heure pas éligible à ce soutien financier.

Le rapport de présentation du budget primitif 2020 appréhende les grands équilibres du budget, les principaux chiffres à retenir et les évolutions prévues par comparaison aux derniers exercices précédents.

Pour l'élaboration de ce budget primitif, les hypothèses suivantes ont été retenues :

- ↳ Aucune compensation des recettes fiscales et domaniales perdues ou non sollicitées par la ville durant l'état d'urgence sanitaire dans le cadre dudit plan d'urgence en aide aux collectivités locales (PLFR3).
- ↳ Maintien constant des taux de fiscalité communale.
- ↳ Baisse des charges de fonctionnement liée à l'inactivité quasi totale des services durant plus de 2.5 mois, soit une baisse de plus de 11% par rapport au BP 2019.
- ↳ Intégration du budget « COVID-19 » repoussée à la prochaine décision modificative, dans l'attente des instructions de l'Etat. Ce budget « COVID-19 » est suivi à part et est présenté dans ce rapport.

A. Les grands équilibres budgétaires

Le projet de budget primitif 2020 de la ville d'Ajaccio s'équilibre, toutes sections confondues, en recettes et en dépenses à un montant global de **132 409 665,20 €**.

- Section fonctionnement : 95 018 692,00 €

- Section investissement : 37 390 973,20 €

Suite à la décision d'inclure dès le vote du BP la reprise des résultats de l'exercice précédent (Compte administratif et affectation du résultat votés le 29 juin 2020), le budget primitif 2020 intègre, toutes sections confondues, les éléments suivants :

Le résultat reporté d'investissement de l'exercice 2018 : + 1 721 832.87€

Le résultat d'investissement de l'exercice 2019 : - 2 944 932,49 €

 **Soit le résultat cumulé d'investissement pour l'exercice 2019 : - 1 223 099.62€**

Le résultat reporté de fonctionnement de l'exercice 2018 : + 2 388 550.28 €

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2019 : + 2 784 431.82 €

 **Soit le résultat cumulé de fonctionnement pour l'exercice 2019 : + 5 172 982.10€**

Total des restes à réaliser en dépenses d'investissement : 9 329 206.96 €

Total des restes à réaliser en recettes d'investissement : 7 940 674.05 €

RECETTES			
	Fonctionnement	Investissement	Totaux
Opérations réelles	91 068 809,52 €	28 053 839,91 €	119 122 649,43 €
Opérations d'ordre	0.00	9 171 700,00 €	9 171 700,00 €
Résultat reporté	3 949 882,48 €	165 433,29 €	4 115 315,77 €
Totaux	95 018 692,00 €	37 390 973,20 €	132 409 665,20 €

DEPENSES			
	Fonctionnement	Investissement	Totaux
Opérations réelles	90 135 692,00 €	33 102 273,20 €	123 237 965,20 €
Opérations d'ordre	4 883 000,00 €	4 288 700,00 €	9 171 700,00 €
Résultat reporté	0.00	0.00	0,00 €
Totaux	95 018 692,00 €	37 390 973,20 €	132 409 665,20 €

B. La section de fonctionnement

Comme cela a été évoqué lors de notre débat d'orientation budgétaire, seule la dynamique des bases entrainera une augmentation des recettes fiscales pour la ville.

Les indicateurs financiers et la prospective des services de la ville indiquent des dépenses évitées pour les charges à caractère général à hauteur de 1.8 M€ (1 800 k€), soit une baisse de 12% des dépenses au niveau du chapitre 011 par rapport à l'estimation pré-confinement. Cette baisse inclue une diminution de la voilure pour les festivités 2020 (14 juillet, 15 août, Carnaval, marché de Noël).

Au niveau de la perte des recettes par rapport à la prévision budgétaire 2020 pré-confinement, et par rapport au CA 2019, l'hypothèse budgétaire post-confinement comprend une baisse du produit des services (chapitre 70) pour près d'un tiers (30%) concernant le scolaire et périscolaire principalement. Au total c'est 1,2 M€ (1 200 k€) de recette en moins.

La CAF ne pourra compenser la totalité des pertes, cela se traduit budgétairement par une perte au niveau des subventions de fonctionnement, inscrites au chapitre 74, de près de 300 k€.

Mais surtout, les recettes issues des taxes sur les jeux, sur l'électricité ainsi que sur les transactions immobilières inscrites au chapitre 73, directement impactées par la crise, sont donc revues à la baisse. Cette baisse va de 15% à 20% par rapport à ce qui était attendu, en montant cela représente une perte de recette pour la commune de près de 750 k€.

Concernant les redevances d'occupation du domaine public qui, pour la majorité d'entre elles, sont des recettes dites fiscales, donc inscrites au chapitre 73, la ville a décidé de ne pas les solliciter durant la période de confinement et pour les terrasses, estrades et taxe sur les publicités et les enseignes jusqu'à la fin du mois de juillet 2020 ; ces mesures génèrent une perte de recettes estimée à plus de 550 k€.

Les loyers commerciaux (chapitre 75) ne seront également pas sollicités du 17 mars au 31 juillet 2020.

Au global, l'impact de la crise, hors dépenses effectuées directement liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19, sur les prévisions budgétaires se résument en terme financier par une baisse des dépenses de 1 800 k€, une perte de recettes de $(1\,200 + 300 + 750 + 550) = 2\,800$ k€.

Ce déficit d'excédent de fonctionnement, évalué à 1.0 M€ $(1\,800 - 2\,800)$ k€, généré par la crise viendra diminuer d'autant le virement à la section d'investissement.

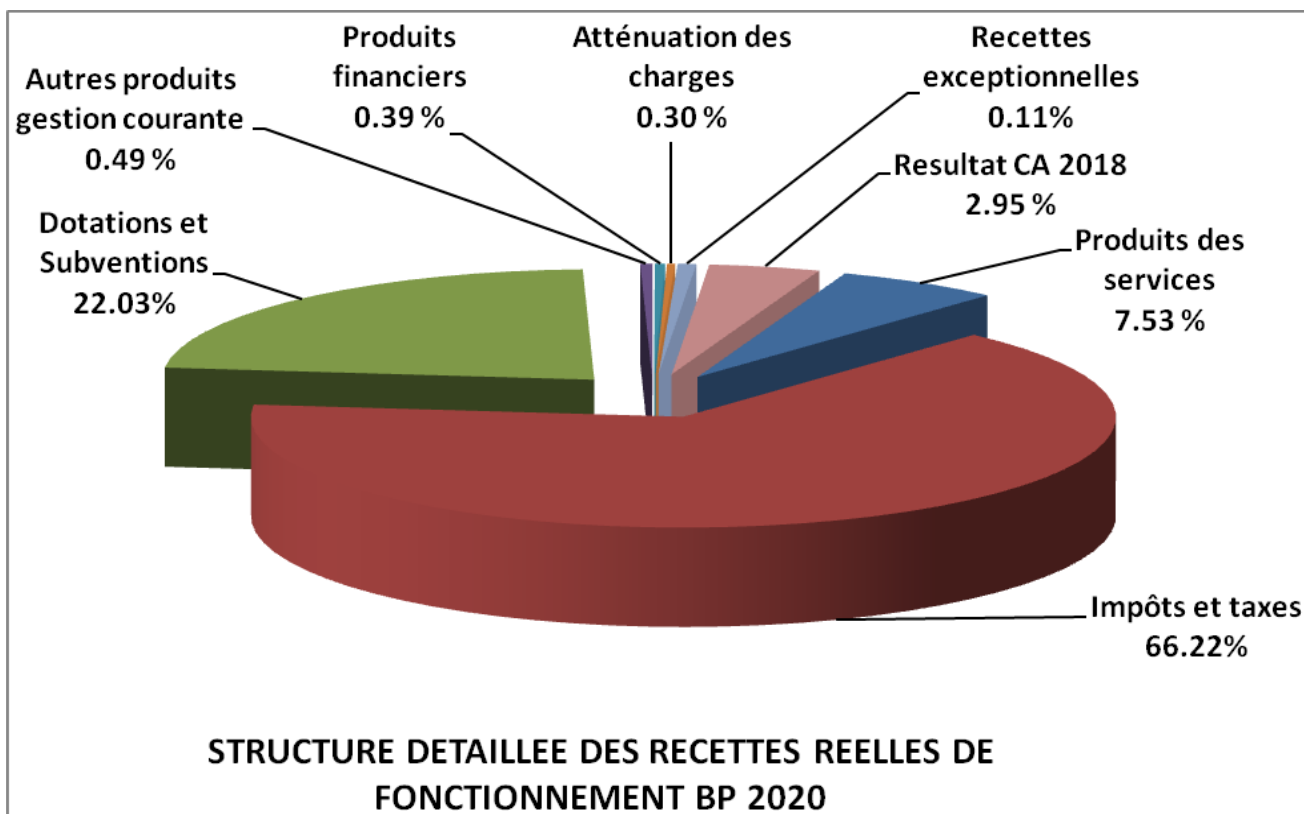
De BP à BP, les baisses sont compensées pour partie par des augmentations de recettes non impactées par la pandémie : Fiscalité directe au chapitre 73, DGF et subventions non inscrites au BP 2019 mais inscrites au chapitre 74 pour 2020 et recettes exceptionnelles au chapitre 77.

Enfin, le résultat 2019 reporté est supérieur à celui constaté en 2018.

1. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement 2020 s'établissent à 91,068 M€ contre 94,349 M€ au Budget Primitif 2019. Hors comptabilisation de la reprise anticipée du résultat et hors recettes exceptionnelles (comptabilisation au chapitre 77 de recettes à reverser aux partenaires de projets européens et transfrontaliers pour lesquels la Ville d'Ajaccio est « chef de file ». Ces recettes s'équilibrent en dépenses et sont donc neutres budgétairement), les recettes réelles prévisionnelles baissent de 1,15% par rapport au BP 2019. Les pertes de recettes liées à la pandémie sont pour parties compensées par une hausse de la fiscalité sous l'effet « bases ». La structure des recettes de fonctionnement est la suivante :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		BP 2019	BP 2020	% de variation	Part de la section
CHAP 70	Produits des services et du domaine	7 100 000	5 861 800	- 17,44 %	6,17 %
CHAP 73	Impôts et taxes	62 475 000	61 789 364	- 1,1 %	65,03 %
CHAP 74	Dotations, Subventions	20 782 530	21 682 146	+ 4,33 %	22,82 %
CHAP 75	Autres produits de gestion	459 000	435 510	- 5,12 %	0.46 %
CHAP 013	Atténuation des charges	363 550	361 800	0 %	0.38 %
CHAP 76	Produits financiers	285 000	285 000	- 0.48 %	0.30 %
CHAP 77	Recettes exceptionnelles	100 000	653 190	+ 553,19 %	0.69 %
TOTAL RECETTES REELLES		91 565 080	91 068 810	- 0,54 %	95,84 %
CHAP 002	Reprise anticipée du résultat	2 784 431	3 949 882	+ 41,86 %	4,16 %
TOTAL RECETTES		94 349 512	95 018 692	+ 0,71 %	100.00



1.1 Les recettes de fonctionnement par nature

➤ Chapitre 70 : Produits des services et du domaine :

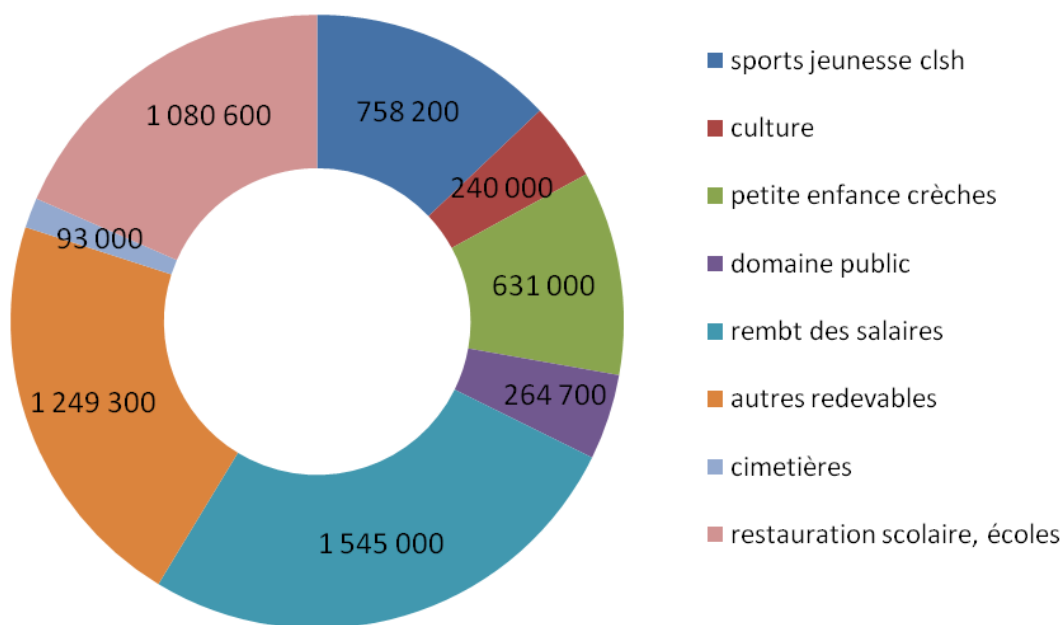
Inscriptions budgétaires	BP 2017	BP 2018	BP 2019	BP 2020
Montants en €	6 300 000	7 060 000	7 100 000	5 861 800
Variations en %	+ 12.78 %	+ 7.62 %	+ 0.57 %	-17,44%

Les produits des services et du domaine s'établissent en 2020 à environ 5 862 K€ en recul de 17,44 % par rapport au BP 2020. Il s'agit des recettes liées à l'exploitation et aux prestations de service assurées par la collectivité auprès des usagers et autres budgets annexes et régies ; elles représentent 7,53 % des recettes réelles de fonctionnement.

Les pertes sont liées à la crise sanitaire et sont de différentes natures :

- Des pertes de recettes liées à des dépenses évitées : Cela concerne les remboursements de frais (ex : carburant non consommé de la CAPA -Autres redevables)
- Des fermetures de services publics (Cantines, crèches, ALSH, Espace Diamant, musées, équipements sportifs, maisons de quartier...) ; des dépenses de fonctionnement sont évitées en parallèle, mais les charges de personnel sont toujours à assumer (Pas de mesures de chômage partiel dans le secteur public)
- Mesures économiques : Les exonérations des redevances afin d'impulser un redémarrage commercial.

Détail par domaine des recettes chapitre 70

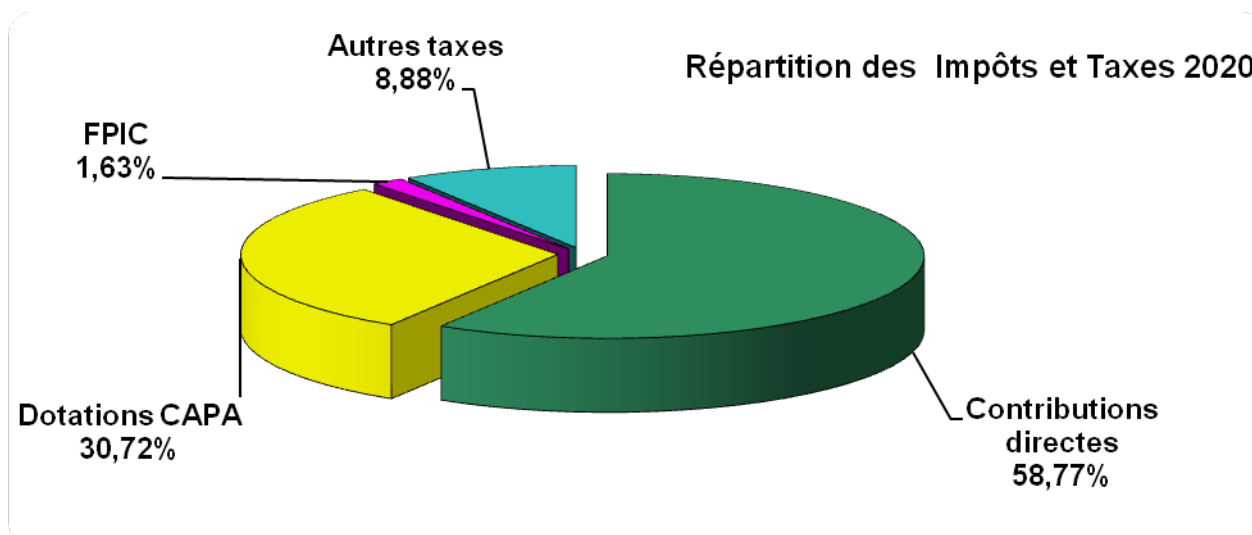


➤ Chapitre 73 : Impôts et taxes :

Inscriptions budgétaires	BP 2017	BP 2018	BP 2019	BP 2020
Montants en €	61 827 350	61 878 450	62 475 000	61 789 364
Variations en %	- 0.85 %	+ 0.08 %	+ 0.96 %	- 1.10 %

Composé principalement des contributions directes, des versements provenant de la communauté d'agglomération du pays ajaccien et des allocations compensatrices versées par l'Etat, le produit global de fiscalité directe consolidée représente 66,2% des recettes réelles de fonctionnement de la ville d'Ajaccio. Comparées aux inscriptions budgétaires de l'exercice précédent, ces recettes accusent une baisse de 1,10 %, soit près de 700 k€ de BP à BP, baisse à imputer aux effets de la pandémie.

Au sein de ce chapitre, il convient de distinguer le produit des contributions directes, les dotations versées par la communauté d'agglomération du Pays Ajaccien, le fonds de péréquation horizontale FPIC et les autres taxes. **Ces dites autres taxes sont celles impactées par la crise sanitaire (voir page 11 supra).**



❖ Les contributions directes

Les contributions directes représentent 58,77 % des impôts et taxes. La municipalité poursuit sa trajectoire de non augmentation de sa fiscalité directe et reste particulièrement vigilante sur les dégrèvements annoncés par l'Etat.

Les décisions de l'Etat de réduire les impôts locaux et notamment la taxe d'habitation de certains contribuables sont principalement prises selon 2 mécanismes : les dégrèvements et les exonérations. La différence entre ces 2 mécanismes se trouve surtout dans la manière dont l'Etat procède au remboursement des pertes de recettes occasionnées pour les collectivités locales. Les taux d'impôts locaux votés le 29 juin 2020 sont inchangés, les bases fiscales locales des ménages devraient quant à elles croître sous l'effet de la progression «physique» des bases qui résulte de la politique municipale en faveur de la création de nouveaux logements, d'une part, et de l'actualisation, par voie d'amendement parlementaire, des valeurs déduites bases (+ 2.2 %), d'autre part. Concernant le nouveau dégrèvement sur la taxe d'habitation envisagé dans le cadre du projet de loi de finances 2020, celui sera neutre et transparent pour la collectivité. En effet, s'agissant d'un dégrèvement, l'Etat verse aux collectivités l'intégralité du produit émis en application des taux des impôts locaux qu'elles ont votés sur la base 2017. Il finance donc de fait l'écart entre le produit émis et le produit perçu.

Sur nos premières bases de calcul avec l'application des nouvelles délibérations le produit fiscal global pour 2020 est estimé à 36,315 M€. Ce montant intègre les résultats attendus sur les corrections des logements dits vacants, suite aux différentes négociations engagées avec les services de la DGFIP.

En K€	2020 (hypothèse certaine sauf pour les rôles supplémentaires – prévision) – Etat 1259 DGFIP reçu)
Taxe d'habitation	
Base nette imposable taxe d'habitation	83 876
Taux taxe d'habitation	22,7%
Produit de la taxe d'habitation	19 057
Taxe sur le foncier bâti	
Base nette imposable taxe foncière sur le bâti	83 020
Taux taxe foncière sur le bâti	18,4%
Produit de la taxe foncière sur le bâti	15 276
Taxe sur le foncier non bâti	
Base nette imposable taxe foncière sur le non bâti	175
Taux taxe foncière sur le non bâti	46,2%
Produit de la taxe foncière sur le non bâti	81
Produit des taxes directes (73111)	34 413
Rôles supplémentaires	1 902
Produit des contributions directes	36 315

❖ Les dotations versées par la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien

Les dotations allouées par l'Agglomération du Pays Ajaccien à la Ville représentent 30,72 % du chapitre 73. La Communauté d'Agglomération verse à la Ville une attribution de compensation (AC) qui se réduit comme l'an passé suite à des transferts de compétences et la montée en puissance de la mutualisation de divers services comme la médecine du travail mutualisée en 2019.

En 2020 les compétences EPU / GEMAPI sont transférées de la Ville vers la CAPA de part la Loi. Dans l'attente de la validation de l'ensemble des écritures croisée liées à ce transfert de compétence par la CLECT, une somme prévisionnelle et estimative a été arrêtée à hauteur de 14,1 millions d'euros, pour 14.6 M€ au BP 2019. Elle fera l'objet d'une régularisation éventuelle en fonction de la clé de répartition retenue et des actes réalisés.

La commune perçoit également une Dotation de Solidarité Communautaire (DSC). Il est à noter que la refonte de cette dernière a été actée par le conseil communautaire et notamment les clefs de répartition. La réflexion a été lancée et à déboucher courant 2018 sur une nouvelle structuration de la DSC. En effet se posait à nous la question des charges de centralité et de leur juste évaluation lors de ces transferts. Le processus intercommunal a très peu pris en compte l'idée de faire supporter les charges de centralité au niveau intercommunal. De fait, les équipements transférés ne sont pas ceux où les charges de centralité sont les plus importantes. Ainsi le développement économique, compétence obligatoire qui accompagne le transfert de la TP, est devenu une affaire intercommunale. En revanche les équipements sportifs et culturels, compétence non obligatoire, n'ont pas fait l'objet de transferts. Si de nombreuses collectivités territoriales ont déjà pris des mesures pour en tenir compte, cela n'était pas le cas de la Ville d'Ajaccio. Même s'il n'existe pas aujourd'hui de règle universelle permettant d'intégrer et d'évaluer au mieux ces charges de centralité, nous avons avec les services compétents de la communauté d'agglomération pu déterminer un montant estimatif de plus de 1 millions d'euros. Ce coût total de centralité représente 14,75 € par habitant et par an. Ainsi pour l'exercice 2019, le montant estimé de la DSC est de 4,87 millions d'euros.

❖ La péréquation horizontale FPIC

L'enveloppe globale du FPIC baisse légèrement en 2020 avec une prévision à 1 004K€ contre 1 074K€ en 2019. L'enveloppe allouée au territoire intercommunale reste stable. Par contre, la part communale recule du fait de la concurrence de la croissance du CIF CAPA, soit -6,4%. D'autre part, la contribution au FPIC est prévue à 120 K€ (Chapitre 014 - dépenses).

❖ Les autres taxes indirectes

Les différentes taxes composant la fiscalité locale indirecte sont instituées soit par la collectivité elle-même soit par un texte législatif. Elles sont autant d'indicateurs de la prospérité économique locale. Directement impactées par l'activité économique et donc par la crise COVID-19, ces ressources ont été estimées selon le principe de prudence à partir des réalisations de l'exercice précédent, en anticipant un arrêt de l'économie de 3 mois, période de confinement. Les montants prévisionnels totalisent 5 487 440€ en 2020 contre 6 379 000 € en 2019, soit 8,88 % des impôts et taxes.

Les principales taxes indirectes sont détaillées ci après :

☞ **La taxe additionnelle aux droits de mutation** : Cette taxe, dont tous les paramètres (taux, conditions d'exonérations) sont fixés par l'Etat, est assise sur les mutations à titre onéreux. Elle est directement dépendante de l'activité du marché immobilier ce qui conduit à une estimation de recettes de 2.762 M€ en 2020 (3,2M€ ont été perçus en 2019). Un repli de 15% du marché immobilier sur l'année est prévu, à imputer aux conséquences de la pandémie.

☞ **La taxe sur la consommation finale d'électricité** : La recette attendue au budget 2020 correspond au reversement de la taxe, net des frais de déclaration et de versement prélevés au profit des fournisseurs. Le produit attendu à hauteur de 1,19 M€ contre 1,4 M€ en 2019. Cette taxe est en effet impactée par les effets du COVID-19.

☞ **Le prélèvement sur les produits des jeux** : Cette recette correspond à un prélèvement sur le produit des jeux réalisé par le casino municipal d'Ajaccio égal à 752 K€ contre 900K€ en 2019.

☞ **La taxe locale sur la publicité extérieure et droits des places** : La recette prévisionnelle pour l'exercice 2020 s'élève à 750 K€ contre 1 296 K€ en 2019. Le Ville souhaite en effet soutenir les commerçants et accordera donc des exonérations en plus de l'impact de la période de confinement

Le tableau suivant retrace les principaux produits issus de la fiscalité indirecte et leur évolution 2019/2020.

TAXES INDIRECTES	BP 2019	BP 2020
TOTAUX	6 379 000.00	5 454 000

➤ **Chapitre 74 : Dotations, subventions et participations :**

Inscriptions budgétaires	BP 2017	BP 2018	BP 2019	BP 2020
Montants en €	21 350 140	20 732 500	20 782 530	21 682 146
Variations en %	- 1.27 %	- 2.89 %	+ 0.24 %	4,33 %

La ville d'Ajaccio a été très largement confrontée à la décrue des concours financiers de L'Etat. Aujourd'hui suite à la stabilisation de la DGF et des autres dotations, les inscriptions budgétaires sont prévues à hauteur de 21,682 M€ soit une augmentation prévisionnelle de +4,33 % par rapport au BP 2019.

Deuxième poste budgétaire, ce chapitre représente un peu plus de 22 % des recettes réelles de fonctionnement. Les dotations et attributions provenant de l'Etat sont notifiées à ce jour.

❖ **Les compensations fiscales**

A l'origine, ces allocations ont pour objectif de compenser les pertes de recettes supportées par les communes du fait des mesures d'allègement décidées par l'Etat :

- Les allègements de cotisations de taxe d'habitation et de taxe foncière accordées aux contribuables de condition modeste,
- Les abattements sur valeur locative accordés pour certains locaux situés en zone urbaine sensible ou les exonérations accordées aux logements sociaux (taxes foncières).

Compensations fiscales	Notifiées 2017	Notifiées 2018	Notifiées 2019	Prévisions 2020*
Compensation dotation spécifique sur TP	51 915	0	0	0
Compensation de la taxe d'habitation	2 457 995	2 545 573	2 558 892	2 580 000
Compensation de la taxe foncière	78 405	82 410	84 162	84 500
Total des Compensations Fiscales	2 588 315	2 627 983	2 643 044	2 664 500
Evolution en €	+ 341 854	+ 39 668	+ 15 071	+ 21 446
Evolution en %	+ 15.21%	+1.53 %	+ 0,57 %	+ 0.81 %

* Ces compensations feront l'objet de réajustements ultérieurs en décision modificative car leur montant définitif n'a pas encore été notifié par les services de l'Etat.

❖ **Les concours financiers de l'Etat**

Composée de la dotation forfaitaire, de la dotation de solidarité urbaine (DSU) et de la dotation nationale de péréquation (DNP), la DGF a été notifiée pour l'élaboration du budget, à 13 448 K€, soit une augmentation de 334 k€ par rapport au montant perçu en 2019.

La Dotation forfaitaire première composante de la DGF augmente de 1,81% entre 2019 et 2020 (+ 173K€ d'augmentation / CA 2019)

Deuxième concours de l'Etat au sein de la DGF, la DSU augmente de 68,6K€ entre le montant notifié en 2019 et celui notifié en 2020, soit 4,71%. Cette dotation est versée par l'Etat aux villes de plus de 10 000 habitants en fonction d'un classement établi sur la base d'un indice synthétique qui tient compte du potentiel financier, du revenu moyen des habitants, du nombre de bénéficiaires d'aides au logement et du pourcentage de logements sociaux. Pour

Ajaccio classée au 600ème rang de la fiche DGF des communes, la ville sera toujours de bénéficiaire de cette dotation. (Pour rappel les 686 premières communes de plus de 10 000 habitants sont éligibles).

Troisième concours de l'Etat au sein de la DGF la Dotation Nationale de Péréquation dépend de deux critères principaux : le potentiel financier et l'effort fiscal. Cette recette augmente de 92K€ entre 2019 et 2020, soit une augmentation de 2,55%

Nature des dotations	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BP 2020 **
Dotation Forfaitaire	11 894 517 €	10 253 715 €	9 495 494 €	9 488 754 €	9 574 837 €	9 748 200 €
DSU	1 216 580 €	1 216 580 €	1 331 747 €	1 396 499 €	1 457 339 €	1 526 030 €
DN de Péréquation	1 470 326 €	1 686 436 €	1 649 343 €	1 770 783 €	2 081 602 €	2 173 770 €
Total DGF	14 581 423€	13 156 731 €	12 476 584 €	12 656 036 €	13 113 778 €	13 448 000 €
DGD	769 984 €	775 211 €	768 485 €	769 657 €	759 984 €	760 000 €
Autres dotations	30 013€	28 962€	28 374€	81 833€	59 204€	52 960€
Total des Dotations	15 381 420€	13 960 904€	13 273 443€	13 507 526€	13 932 966€	14 260 960€
Evolution en €	-1 724 571€	-1 420 516€	-687 461€	234 083€	425 440€	327 994€
Evolution en %	-10.09 %	-9,24%	-4,92%	1,76%	3,15%	2,35%

** Ces dotations sont certaines car notifiées par l'Etat.

Enfin la Dotation Générale de Décentralisation versée au titre des services communaux d'hygiène et de santé est inscrite au budget 2020 pour 760 000 € à la même hauteur que pour l'exercice 2019

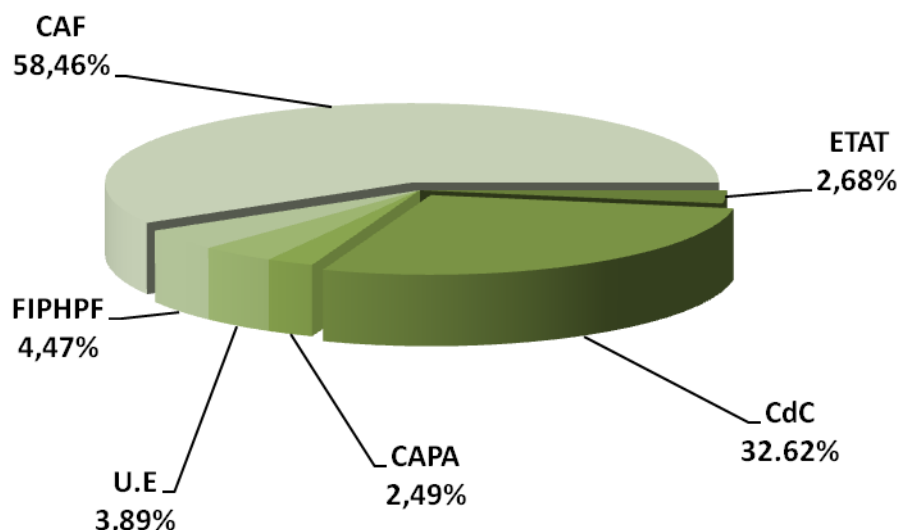
❖ Les subventions et les participations de fonctionnement

Pour 2020, les subventions et participations de fonctionnement à recevoir sont estimées à 4 629 620 euros. Il convient de noter que le BP 2020 prévoit la dernière annuité de l'allègement des intérêts des emprunts de la Ville par le Collectivité de Corse (986 200€).

Les aides relatives à la politique de la Ville sont intégrées dans ce Budget Primitif contrairement à celui de 2019 ; Les arrêtés et conventions ad hoc sont signés.

La répartition par organismes financeurs est la suivante :

- Etat : 124 000 €
- Coll.de Corse : 1 297 200 €
- Capa : 115 100 €
- Europe : 179 960 €
- CAF : 2 706 360 €
- FIPHPF : 207 000 €



➤ Chapitre 76 : Produits financiers

L'inscription budgétaire concerne essentiellement l'aide au fonds de soutien suite aux divers refinancements des emprunts dits « toxiques ». Les versements de ces aides sont échelonnés sur 14 ans soit un versement annuel de 354 000 €.

Ce chapitre enregistre également les gains sur échange de taux d'intérêts et autres pour un montant de 7 800 €.

➤ Les autres chapitres budgétaires : chapitre 013, chapitre 75 et chapitre 77

Le **chapitre 013 « atténuation des charges »** recouvre pour l'essentiel des remboursements de frais de personnel et de maladie du personnel communal et la comptabilisation du stock final de la boutique du Musée Fesch. Pour 2020 le montant des inscriptions budgétaires est prévu à hauteur de 285 000 €.

Au **chapitre 75 « autres produits de gestion courante »** sont prévues les recettes concernant principalement les revenus des immeubles et les redevances versées par les concessionnaires. Pour 2020 l'ensemble de ces produits représente un montant de 435 510 €, en baisse de 6% par rapport à 2020. En effet, la ville exonère cette année des parts de loyers dans le cadre de mesures économiques « COVID »

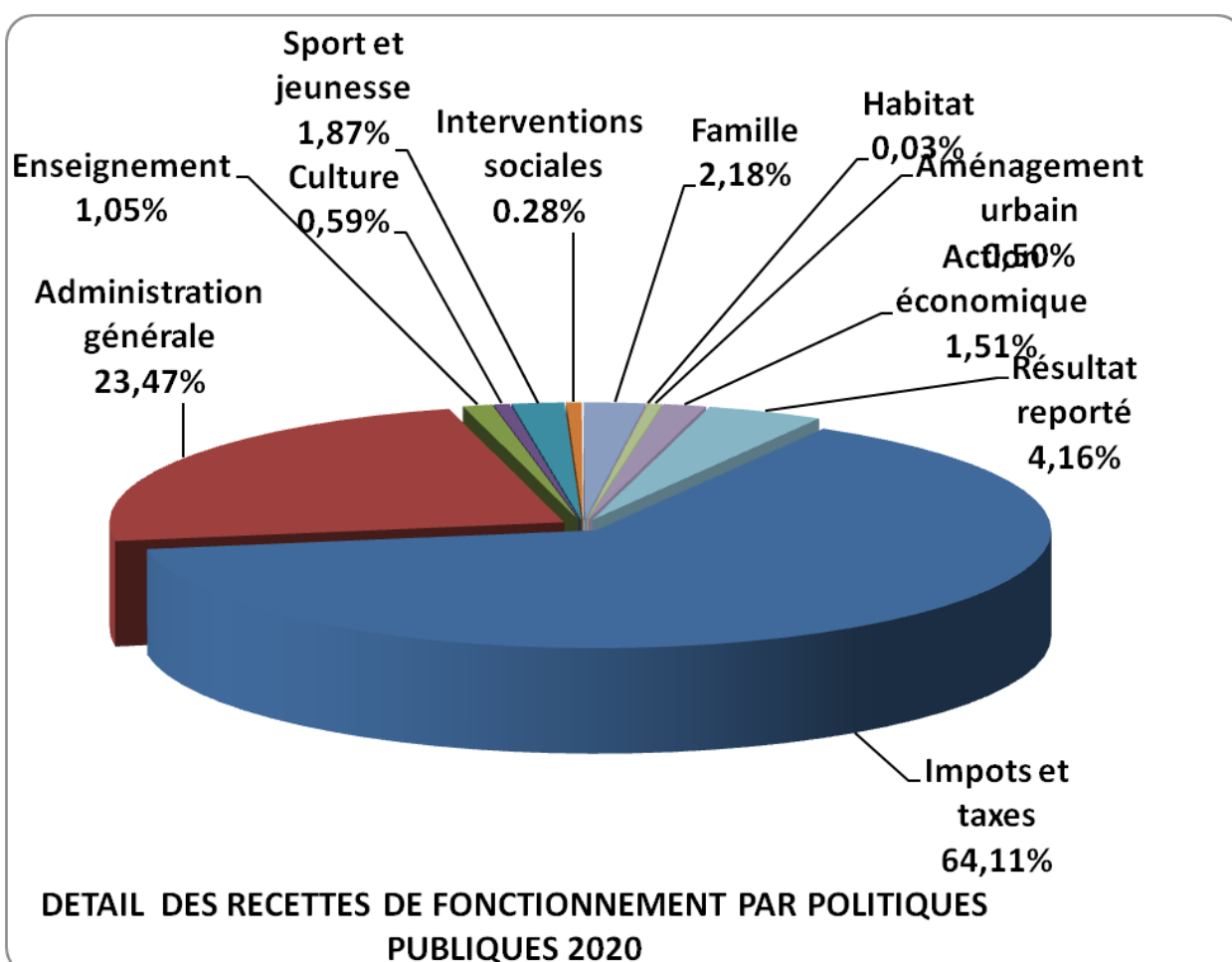
Enfin le **chapitre 77 « produits exceptionnels »** comprend, outre des remboursements d'assurance et opérations de sponsoring, deux recettes à reverser aux partenaires des projets CIEVP et QUALIPORTI, la Ville d'Ajaccio étant « Chef de file ». Ces recettes sont compensées en dépenses.

➤ Chapitre 002 : Résultat reporté et anticipé

Afin d'assurer l'équilibre budgétaire de la section de fonctionnement le résultat de l'exercice 2019 est intégré dès le vote du Budget Primitif 2020, le compte administratif et la délibération d'affectation du résultat ayant été votés le 29 juin 2020. Ainsi **3 949 882,48 €** sont affectés au **compte 002 résultat de fonctionnement reporté**.

1.2 Les recettes de fonctionnement par fonctions

FONCTIONS	LIBELLES	%	MONTANTS EN K€
01	Impôts et taxes	64,11%	60 912 356
0	Administration générale	23,47%	22 300 844
2	Enseignement	1,05%	994 100
3	Culture	0,59%	560 930
4	Sport et jeunesse	1,87%	1 772 200
5	Interventions sociales	0,55%	521 480
6	Famille	2,18%	2 070 950
7	Habitat	0,03%	24 100
8	Aménagement urbain	0,50%	476 500
9	Action économique	1,51%	1 435 350
0	Résultat reporté	4,16%	3 949 882
TOTAL RECETTES BP 2020		100,00%	95 018 692



2. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement du budget primitif sont calibrées afin de prendre en compte deux contraintes majeures :

- *L'équilibre budgétaire :*

Pour 2020, l'objectif technique qui s'impose à la collectivité consiste à maintenir l'équilibre budgétaire avec un remboursement du capital de l'emprunt s'élevant à 9,124 M€ (Capital de la dette pour 8.1 M€, auquel s'ajoutent le remboursement échelonné de la Citadelle, celui de la halle et la rente viagère du Lazaret Ollandini comptabilisés au chapitre 16).

Les ressources propres d'investissement sont les suivantes :

	RESSOURCES PROPRES (En K€)	9 124,00
021	Prélèvement	960,00
040	Amortissements	3 923,00
024	Cessions	1 400,00
10	FCTVA	2 091,00
10	TLE	750,00

Avec des amortissements calculés à hauteur de 3 923 K€, le prélèvement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement doit donc atteindre 960 K€ pour assurer l'équilibre budgétaire.

- *La rigidité des certains postes de dépense :*

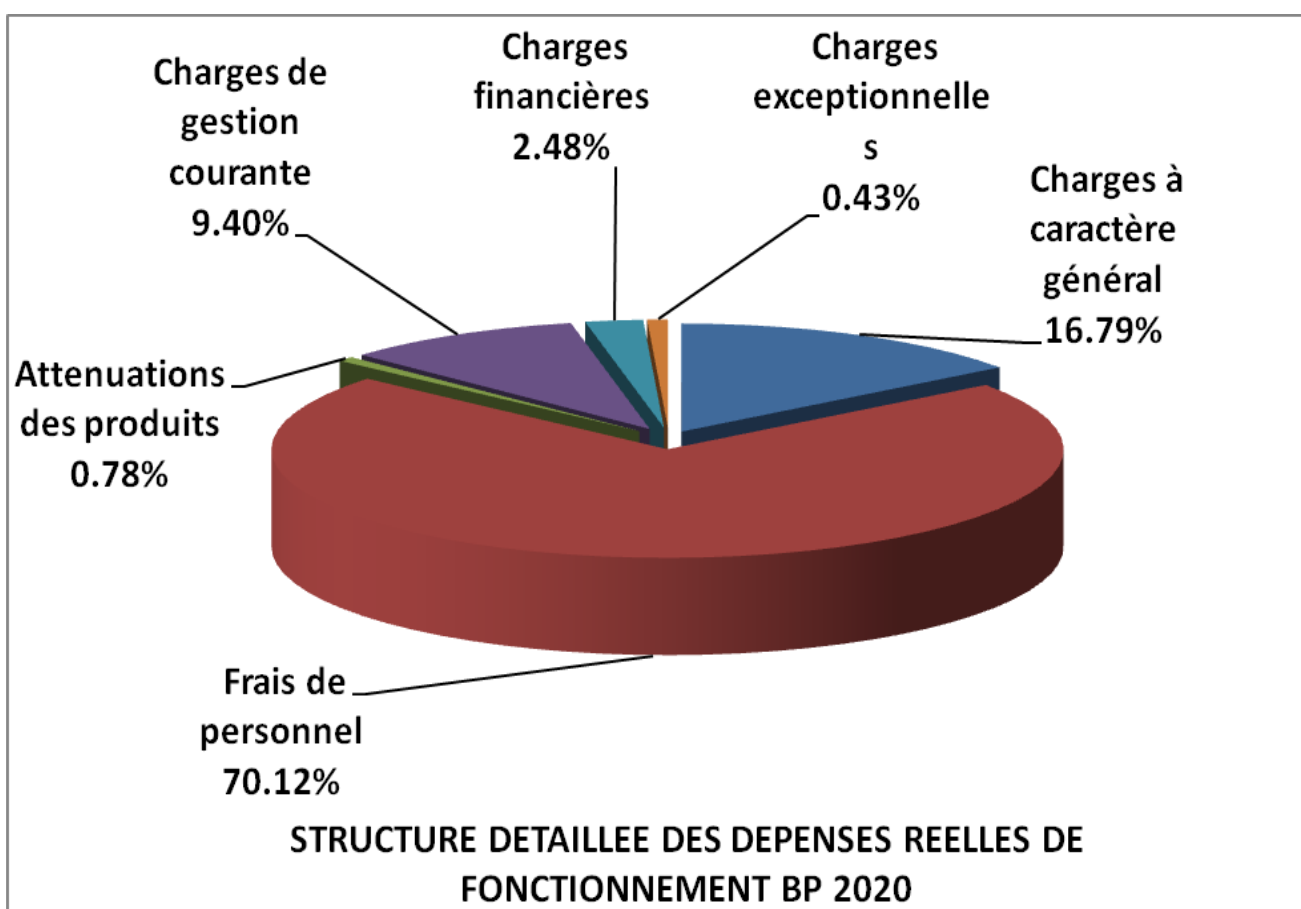
Les chapitres 66 (intérêts de la dette), 014 (Atténuations de produits), 67 (remboursements partenaires CIEVP et QUALIPORTI) et 042 (amortissements) sont figés

En l'absence de mesures de type « chômage partiel » pour les collectivités, les charges de personnel n'ont pas été réduites durant la période de confinement et subissent comme chaque année des augmentations dans le cadre du Glissement Vieillesse Technicité (GVT). De plus, la Ville s'inscrit dans une démarche solidaire post COVID-19 à l'échelle de la commune en mettant en œuvre des mesures fortes pour soutenir le tissu économique et social de la Ville, dans le respect des compétences dévolues aux communes et de ses moyens. Dans cette optique, une prime COVID a été votée en Conseil Municipal. Toujours dans ce cadre, la gratuité des stationnements durant la période de confinement nécessite d'être compensée par une subvention du budget principal vers le budget annexe du parking au chapitre 65.

Le chapitre 011, charges à caractère général, est donc l'unique variable d'ajustement possible pour assurer l'équilibre du budget. Les dépenses évitées pendant la période de confinement et une diminution de la voilure pour les festivités (14 juillet, 15 août, Carnaval, marché de Noël) tout au long de l'année 2020 permettent in fine de proposer un budget équilibré sans augmentation de la fiscalité.

La structure des dépenses se présente comme suit :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		BP 2019	BP 2020	% de variation	Part de la section
CHAP 011	Charges à caractère général	15 070 000	13 403 002	- 11,06 %	14,11 %
CHAP 012	Charges de personnel	62 950 000	64 380 000	2,27 %	67,76 %
CHAP 014	Atténuations des produits	700 000	640 000	- 8,57%	0,67 %
CHAP 65	Autres charges de gestion courante	8 440 000	8 830 450	4,63% %	9,29 %
CHAP 66	Charges financières	2 230 000	2 124 050	-4,75 %	2,24 %
CHAP 67	Charges exceptionnelles	390 000	758 190	+ 94,41 %	0.8 %
TOTAL DEPENSES REELLES		89 780 000	90 135 692	+ 0.40 %	94,86 %
CHAP 042	Opérations d'ordre	4 569 511.82	4 883 000	+ 6,86 %	5,14 %
TOTAL DEPENSES		94 349 511.82	95 018 692	+ 0,71 %	100.00



2.1 Les dépenses de fonctionnement par nature

➤ Chapitre 011 : Charges à caractère général :

Inscriptions budgétaires	BP 2017	BP 2018	BP 2019	BP 2020
Montants	15 300 000	14 920 000	15 070 000	13 403 002
Variations en %	+ 2.37 %	- 2.48 %	+ 1.01 %	- 11,06 %

Les charges à caractère général s'élèvent pour l'exercice 2020 à un montant de 13 403 002 €, soit un recul de 1,667 M€ par rapport à 2019. Elles représentent 16,79 % des dépenses réelles de la section.

L'année 2020 est très atypique car marquée par la pandémie mondiale. Il ne semble donc par opportun d'effectuer des comparaisons avec les exercices précédents dans le cadre de ce rapport de présentation du Budget Primitif.

Budget COVID

Il est toutefois important de préciser que les dépenses à caractère général effectuées dans le cadre de la pandémie « COVID-19 » sont couvertes par les inscriptions globales du chapitre 011, sans être spécifiquement affectées.

En effet, les directives de l'Etat concernant la prise en charge de ces dépenses ne sont pas encore totalement arrêtées. Les dispositifs connus sont les suivants :

- Abaissement à 5,5% du taux de TVA sur les masques, gels et équipements de protection
- Remboursement par l'Etat de 50% du montant HT des masques pour les achats réalisés du 13/4/20 au 1/6/2020 (A savoir que la Ville d'Ajaccio, 3^{ème} « cluster » de France, à effectuer des achats de matériels de protection bien avant le 13/4/2020).
- Ce remboursement porte sur une assiette maximale de 0,84€ par masque

Les dispositions concernant la prise en compte des dépenses TTC non remboursées ne sont pas encore définies. Les associations d'élus négocient un transfert de cette charge résiduelle en section d'investissement avec un étalement pouvant aller jusque 5 ans. Les écritures suivantes seront donc intégrées en DM après confirmations de mesures par l'Etat.

	Dépenses	Recettes
Fonct.	011 dépenses virus : 800 000	74/74718 Etat : 156 200
	042/6812 dotations aux amortissements : 128 760	042/791 : Transfert de charges : 643 800
	Total : 928 760	Total : 800 000
Invest.	040/4818 charges à étaler : 643 800	040/4818 : dotations aux amortissements : 128 760
	Total : 643 800	Total : 128 760

Ces dépenses, à ce jour, sont présentées ci-dessous :

Liste des dépenses liées au COVID 19

Objet	Montant TTC
Achat de flacons de gel hydroalcoolique	187,80 €
Achat de scotch de marquage destiné aux	362,88 €
Achat de stylos a destination des burea	4 560,00 €
Achat de stylos a destination des burea	1 106,10 €
ACHAT GANTS COVID	9 360,00 €
ACHAT EPI ANTI COVID	5 228,78 €
Achat de masques chirurgicaux à destina	11 139,00 €
Achat de gel hydro et flacons vides à d	367,20 €
Achat de flacons de gel hydroalcoolique	3 116,88 €
Achat de JAVel concentrée a destination	102,96 €
MASQUES FFP2 CORSE MARINA SAS	117 000,00 €
MASQUES CHIRURGICAUX	28 412,34 €
GEL HYDRO	11 652,00 €
SURVEILLANCE CTM	8 509,04
SURVEILLANCE CTM DU 01 AU 15 04 20	9 202,46
SURVEILLANCE DU 16 04 AU 10 05 20	15 537,60
GARDIENNAGE COLLEGE PADULES	3 249,60
GARDIENNAGE COLLEGE PADULES AVRIL MAI	7 344,54
ACHAT MASQUES MAAP ETS BOLDODUC	237 120,00 €
VETEMENT COVID	9 458,18 €
ENVELOPPES ET ETIQUETTES	2 886,48 €
MATERIEL COVID	94,28 €
20000 MASQUES MAAP NOYOCO STUDIO	57 930,00 €
INSTALLATION CONSEIL MUNICIPAL	8 000,00 €
ACHAT DE DESINFECTANT	8 913,60 €
CONSEIL MUNICIPAL DU 08 06 2020	8 000,00 €
COMBINAISONS JETABLES	2 556,00 €
ACHAT DE PULVERISATEUR	2 106,00 €
THERMOMETRES	450,00 €
LINGETTE DESINFECTANTE	7 617,60 €
THERMOMETRES	1 125,00 €
INSTALLATION CONSEIL COMMUNAUTAIRE	8 000,00 €
MASQUES FFP2	9 890,63 €
CONFECTION REPAS	10 210,00 €
BOBINES ESSUIE TOUT	5 472,00 €
50000 MASQUES ETS PATARD	41 437,18 €
BON 021 PROTECTION EN PLEXI COVID	5 040,00 €
BON 019 CPLMT PRTECTION PLEXI	2 880,00 €
CAPTATION ELECTION DU MAIRE PALATINU	5 937,96 €
CAPTATION CONSEIL COMMUNAUTAIRE	5 400,00 €
TRANSMISSION DE FLUX VIDEO DU CONSEIL MUNIICPAL	720,00 €
DISQUE DISTANCIATION	4 740,00 €
ACHAT GEL HYDRO	22 735,97 €
MATERIELS CONFECTIONN MASQUES ET BLOUSES	30 102,00 €
PULVERISATEUR	804,78 €

GEL HYDRO	2 280,00 €
PULVERISATEUR	2 428,20 €
GEL HYDRO	602,10 €
PROTECTION VEHICULE COVID	634,38 €
MATERIELS DECONFINEMENT	4 674,12 €
JAVEL	274,56 €
EPI COVID	5 035,08 €
SPRAY POUR LE DECONFINEMENT	4 680,00 €
COMMUNICATION DECONFINEMENT	6 575,94 €
COMMUNICATION DECONFINEMENT RADIO	2 263,68 €
COMMUNICATION DECONFINEMENT CORSE NET INFOS	1 320,00 €
GEL HYDRO	3 140,64 €
GEL HYDRO	3 140,64 €
VISIÈRE	803,52 €
GEL HYDRO 1000ML POUR LE DECONFINEMENT	1 855,99 €
PRODUIT DESINFECTANT POUR LE DECONFINEMENT	5 616,00 €
GANTS NITRILES COVID	8 862,00 €
SPRAY POUR LE DECONFINEMENT	871,20 €
IMPRESSION NOTICE COVID	8 112,00 €
ACHAT ELASTIQUE	29,35 €
VISIÈRE POUR LES CRECHES	1 116,00 €

Global au 30 juin 2020.

800 382,24 €

Les dépenses de gestion, directement liées aux politiques publiques de la Ville, sont détaillées ci-après :

○ **Fonction 0 - Administration générale : 6 661 590 Euros**

Sont retracées toutes les dépenses concernant les consommables (carburant et combustibles, électricité, eau, téléphone) les impôts et taxes, les loyers, les assurances, les locations de véhicules, les frais actes et contentieux, les contrats de maintenance et de prestations au sein des bâtiments communaux.

○ **Fonction 1 - Sécurité et salubrité publique : 324 200 Euros**

Cette fonction centralise les mouvements concernant la sécurité, la police municipale, l'entretien des bornes incendie mais également la salubrité de la commune et des plages ainsi que les dépenses du service hygiène et santé.

○ **Fonction 2 - Enseignement : 1 756 055 Euros**

Cette rubrique réunit toutes les activités de l'enseignement, écoles maternelles et écoles primaires, ainsi que les activités annexes, restauration scolaire et transports scolaires, rythmes scolaires et classes de découvertes.

○ **Fonction 3 - Culture : 1 566 055 Euros**

Elle rallie toutes les formes d'expression artistique, animation culturelles spectacles musicaux et de théâtre, les dépenses d'enseignement culturel, musique municipale et centre municipal de danses mais également les dépenses de conservation et de diffusion de patrimoine bibliothèque et médiathèques, les musées Fesch et napoléonien.

○ **Fonction 4 - Sport et jeunesse : 893 140 Euros**

Cette fonction rassemble les dépenses nécessaires à la pratique, la gestion et l'entretien de l'ensemble des installations sportives (piscines, gymnases et stades) et au développement d'activités pour les jeunes au sein de l'école municipale des sports, les centres de loisirs.

○ **Fonction 5 - Social et santé : 537 697 Euros**

Toutes les interventions en faveur du secteur social sont réunies au sein de la fonction. Cette rubrique comprend les dépenses pour les animations au sein des maisons de quartiers St Jean, des Salines et des Cannes, le fonctionnement des maisons de services publiques.

○ **Fonction 6 - Famille : 353 190 Euros.**

Sont retracées l'ensemble des dépenses concernant les services fournis en faveur des crèches, jardins d'enfants, haltes garderies et les relais assistantes maternelles.

○ **Fonction 7 - Logement : 12 000 Euros.**

Sont prévues les dépenses concernant les opérations d'OPAH et la programmation hameaux et villages en lien avec la CAPA.

○ **Fonction 8 - Aménagement urbain : 820 160 Euros.**

Sont classées au sein de cette fonction toutes les actions touchant les services urbains (propreté, nettoyage, réseaux d'eaux pluviales – convention avec la CAPA jusque fin décembre 2020), les aménagements de proximité (voirie, trottoirs, éclairage public et les feux tricolores), les dépenses d'urbanisme ainsi que les dépenses concernant les services de l'environnement et des espaces verts.

○ **Fonction 9 - Action économique : 478 970 Euros.**

Les interventions économiques regroupent les gestions des marchés et des foires, les activités économiques dans le cadre des programmes européens.

➤ **Chapitre 012 : Charges de personnel :**

Inscriptions budgétaires	BP 2017	BP 2018	BP 2019	BP 2020
Montants	63 000 000	63 120 000	62 950 000	64 380 000
Variations en %	+ 2.77 %	+ 0.19 %	- 0.27 %	+ 2,27 %

En matière de charges de personnel, une gestion rigoureuse et humaine des effectifs, associée à la dynamique d'un plan de formation et d'une politique de redéploiement interne des personnels, permet de compenser partiellement les mesures gouvernementales (revalorisation du point d'indice, compensation de la hausse de la C.S.G., etc.). Représentant 70,12 % des dépenses réelles de fonctionnement, c'est le premier poste de dépense de fonctionnement de la commune. Dans le contexte budgétaire contraint que nous connaissons, la gestion des dépenses de ressources humaines se doit de s'accorder à la nécessaire adaptation du service

public aux mutations en cours notamment en matière d'évolution de besoins de la population notamment le secteur de la petite enfance, de la propreté urbaine et de la sécurité. Les crédits 2020 qui s'élèvent à 64,38 millions d'euros annoncent une masse salariale maîtrisée au GVT au sein du chapitre 012. Une prime COVID sera par ailleurs versée en Juillet 2020.

La variation des charges de personnels en 2020 sont guidées avec des éléments externes et internes.

☞ Externe avec la loi de Finance 2020 avec comme principales conséquences sur les charges de personnel :

- la poursuite de la mise en œuvre du dispositif « parcours professionnel, carrières, rémunérations » (PPCR). Rappelons que ce dernier prévoit une revalorisation des grilles indiciaires indépendamment de toute augmentation de la valeur du point.
- La prise en charge partielle de l'indemnité compensatrice de la hausse de la CSG. En effet, instaurée au 1er janvier 2018 pour compenser la hausse de la CSG, elle est applicable à l'ensemble des agents public (fonctionnaires et contractuels) rémunérés au 31 décembre 2017 et présents dès le 1er janvier 2018. Cette indemnité est supportée par la collectivité et compensée pour les seuls agents fonctionnaires relevant de la CNRACL via une baisse de cotisation patronale.

☞ Interne avec les mutualisations de services avec la communauté d'agglomération, la mise en place d'un nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) ; En 2018, la collectivité a fait le choix d'un nouveau dispositif de régime indemnitaire notamment au travers du régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, et de l'engagement professionnel. 2020 sera la seconde année pleine de ces nouvelles règles adoptées par la collectivité, certes dans le cadre d'une mise en œuvre nécessaire certaines des anciennes primes versées n'ayant plus de base légale, mais avec, entre autres, l'ambition de revaloriser le régime indemnitaire des agents de catégorie C. le non remplacement de certains départs à la retraite et la maîtrise des effectifs tout en gardant comme ligne directrice le niveau de service public que nous souhaitons offrir aux Ajacciens, à savoir, le meilleur possible.

Enfin, en 2020 sont prévues les deux mesures suivantes :

- L'augmentation du ticket restauration (+ 130 000 euros) pour la deuxième année consécutive
- Création de nouveaux postes liés à la gestion des places +8 (Casone, Campinchi)

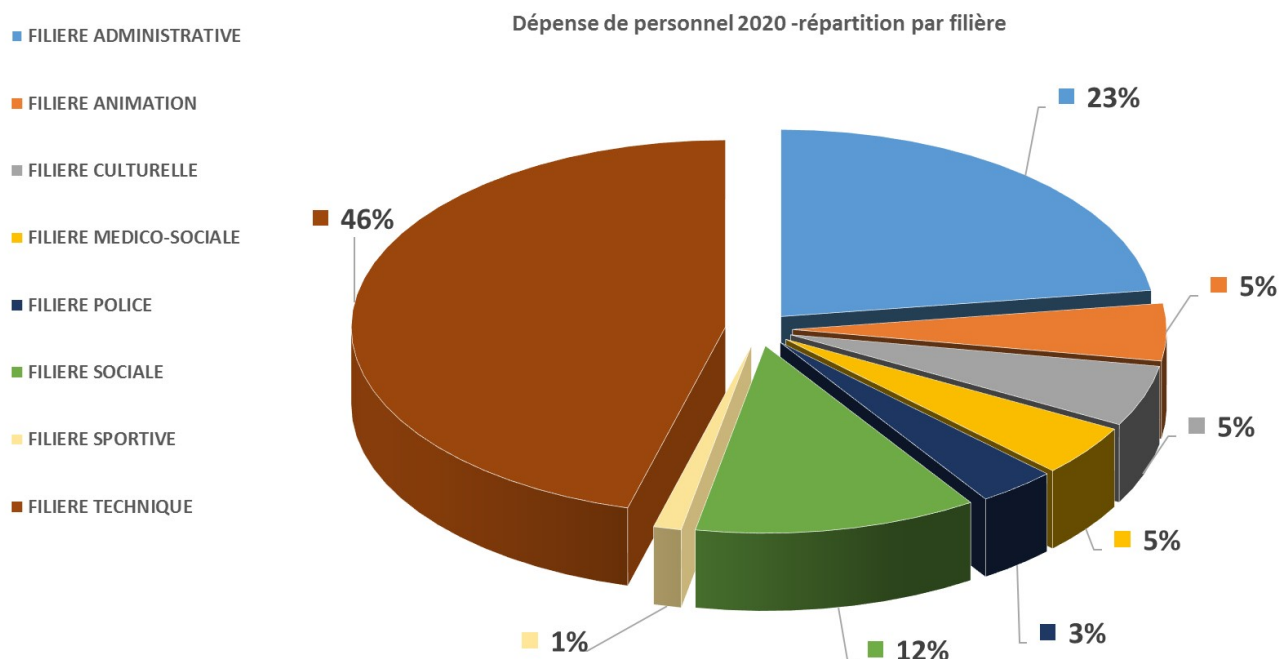
Structurée autour de 6 directions générales adjointes, l'administration communale compte au 31 Décembre 2019 un effectif de 1437 agents statutaires, 112 contractuels auxquels s'ajoutent d'autres statuts tels que vacataire, apprentis, etc.

Nombre d'agents payés	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
Titulaires/Stagiaires	1332	1331	1403	1437
Contractuels	201	246	140	111
Contrats Aidés	93	35	2	1
Apprentis	30	24	20	19
SS-total Personnel permanent	1656	1636	1565	1568
Services Civiques	1	2	5	1
Saisonniers/Occasionnels	16	10	0	0
Surveillants vacataires	13	13	12	11
Vacataires	66	43	41	50
SS-total Personnel non permanent	96	68	58	62
Total	1752	1704	1623	1630

La répartition par catégories des Fonctionnaires sur emploi permanent (statutaire ou assimilés) est la suivante :

Catégories	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
A	78	75	71	96
B	105	96	89	73
C	1149	1160	1243	1268
	1332	1331	1403	1437

Pour compléter cette présentation, le graphisme ci-dessous ventile les dépenses de personnel du BP 2020 dans son périmètre par filière.



En dehors de l'ensemble de ces variables, d'autres éléments pertinents peuvent être soulignés. En effet le budget principal Ville comptabilise à hauteur de 1 521 000 € les charges des personnels affectés à d'autres budgets et régies.

F Régie du port de plaisance : 730 000 €.
 F Régie des Parkings : 520 000 €.
 F Syndicat mixte de la Parata : 215 000 €.
 F Halles des sports du Palatinu : 56 000 €.

Il est bien évident que la refacturation de ces charges est comptabilisée au chapitre 70 en recettes de fonctionnement.

➤ Chapitre 66 : Charges financières :

Inscriptions budgétaires	BP 2017	BP 2018	BP 2019	BP 2020
Montants	2 611 000	2 450 000	2 230 000	2 124 050
Variations en %	- 5.68 %	- 6.17 %	- 8.98 %	- 4,75 %

Le chapitre 66 **charges dites financières** comptabilise les intérêts à payer au titre des emprunts, de la gestion de la trésorerie. Elle représente près de 2,48 % des dépenses réelles de la section. Les crédits alloués au paiement des intérêts de la dette seront une nouvelle fois en diminution en 2020.

Au titre de ces charges financières, la ville inscrit des crédits à hauteur de 2 124 050 €, en diminution de près de 4,75 %. Cette baisse constatée résulte des effets de notre stratégie financière :

- ☞ La gestion active de la dette et la diminution du stock de dette d'une part,
- ☞ La sécurisation de l'ensemble de notre encours d'autre part. Elle est due pour l'essentiel aux divers refinancements des emprunts toxiques réalisés ces dernières années.

Enfin 90 K€ sont prévus pour les opérations de tirage sur les lignes de trésorerie.

➤ Les Autres chapitres budgétaires : chapitre 67 et chapitre 014

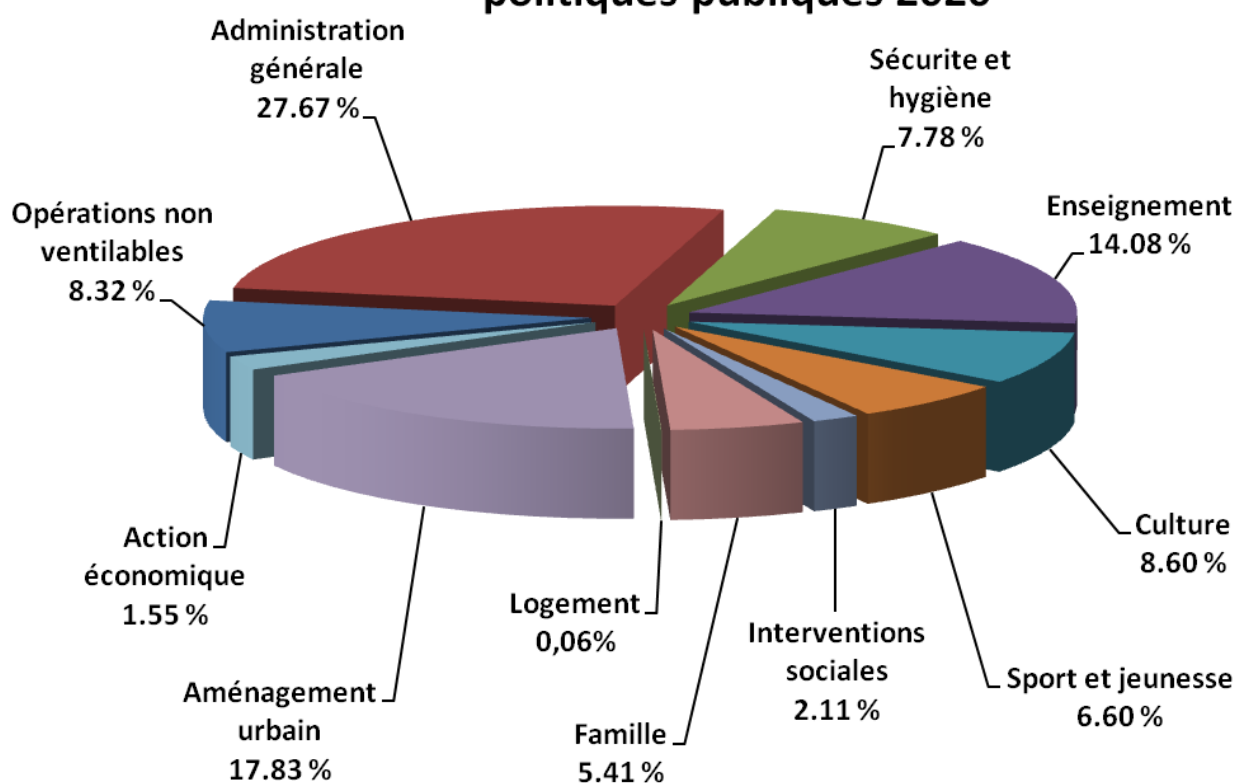
Les inscriptions à hauteur de 758 K€ au sein du **chapitre 67 « charges exceptionnelles »** comprennent un remboursement de 155 K€ aux partenaires du projet CIEVP ainsi que 371K€ au titre du projet QUALIPORTI. Les autres dépenses exceptionnelles concernent les annulations de titres sur exercices antérieurs et des prévisions de remboursements divers.

Le chapitre 014 « atténuations des produits » totalise lui un montant de 640 000 €. Ces atténuations concernent des reversements de fiscalité estimés sur le FPIC pour 120 000 € (voir chapitre 73), des pénalités à hauteur de 500 000 € concernant l'application de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain et des restitutions au titre de dégrèvement de Taxe d'habitation pour 20 000€

2.2 Les dépenses de fonctionnement par fonction

Fonctions	Libellés	Montants en K€
01	Opérations non ventilables	7 967
0	Administration générale	25 362
1	Sécurité et salubrité publiques	7 412
2	Enseignement et formation	13 728
3	Culture	8 050
4	Sport et Jeunesse	6 175
5	Interventions sociales et santé	1 854
6	Famille	5 305
7	Logement	18
8	Aménagements urbains	16 976
9	Action économique	2 171
Total des dépenses de fonctionnement		95 018

Détail des dépenses de fonctionnement par politiques publiques 2020

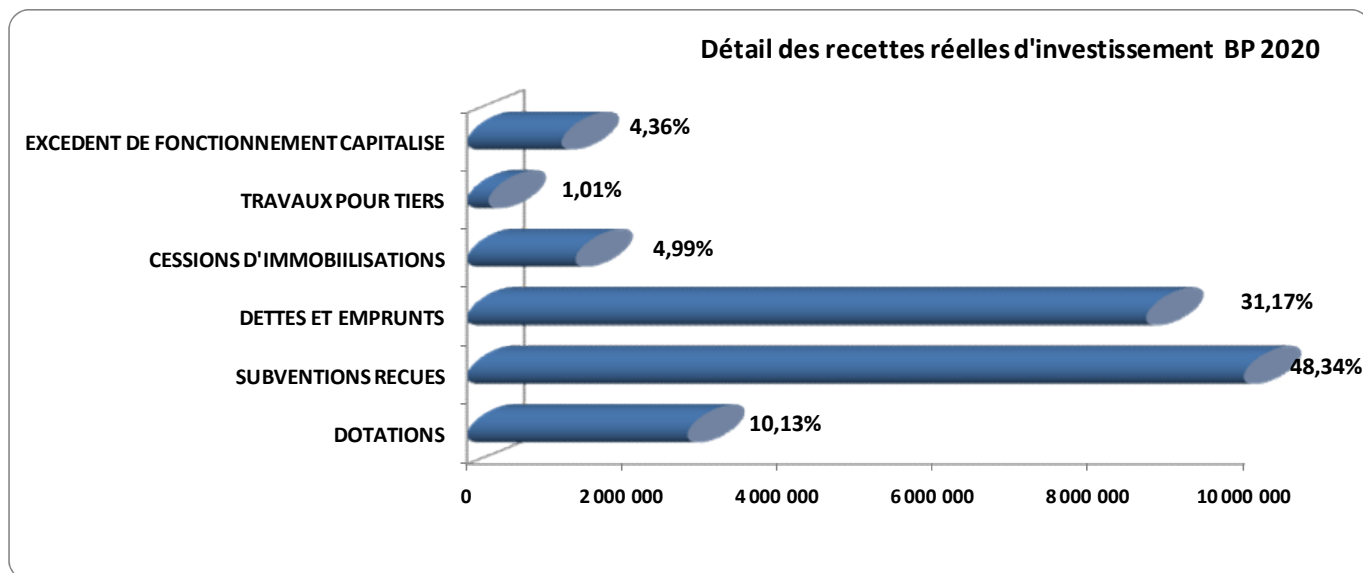


C. La section d'investissement

Après intégrations du résultat reporté du compte administratif 2019 et la comptabilisation des restes à réaliser, la section d'investissement totalise 37 390 973,20 euros. Elle représente 28,23 % du budget global.

1. Les ressources d'investissement

RECETTES D'INVESTISSEMENT		BP 2019 Opérations nouvelles et reports	Part de la section	BP 2020 opérations nouvelles et reports	Part de la section
CHAP 10	Dotations et fonds propres	3 170 000.00	9.49 %	2 841 010,00	7,6%
CHAP 13	Subventions d'investissement à recevoir	13 874 160.83	41.52 %	13 562 109,29	36,27%
CHAP 16	Emprunts et dettes	8 000 000.00	23.94 %	8 745 050,00	23 ,39%
CHAP 45..	Travaux pour tiers et sous mandats	1 081 781.00	3.24 %	282 571,00	0,76%
CHAP 024	Produits des cessions immobilières	1 000 000.00	2.99 %	1 400 000,00	3,74%
CHAP 1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	-	-	1 223 099,62	3,27%
TOTAL DES RECETTES REELLES		26 878 274.54	81,17%	28 053 839,91	75,03%
CHAP 040	Opérations d'ordre	4 569 511.82	13.67 %	9 171 700,00	24,53%
CHAP 001	Résultat d'investissement reporté CA précédent	1 721 832.87	5.15 %	165 433,29	0,44%
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		31 843 749.88	100%	37 390 973,20	100%



Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à un montant de 28,053 M€ et sont réparties comme suit :

➤ **Chapitre 10 : Fonds et réserves**

Ce chapitre totalise 4 064 109,62 € en 2020 et comprend :

☒ **Le Fonds de Compensation de la TVA.**

Le montant attendu pour 2020 est de 2 091 010 €. Il est calculé sur la base des réalisations des investissements de l'exercice budgétaire 2019.

☒ **La Taxe d'aménagement.**

Concernant cette taxe, nous prévoyons pour l'année 2020 un montant prévisionnel d'encaissement de 750 K€.

☒ **L'excédent de fonctionnement capitalisé.**

Conformément à la délibération d'affectation du résultat, 1 223 099,62€ financent le déficit d'investissement du CA 2019 intégré dans les restes à réaliser.

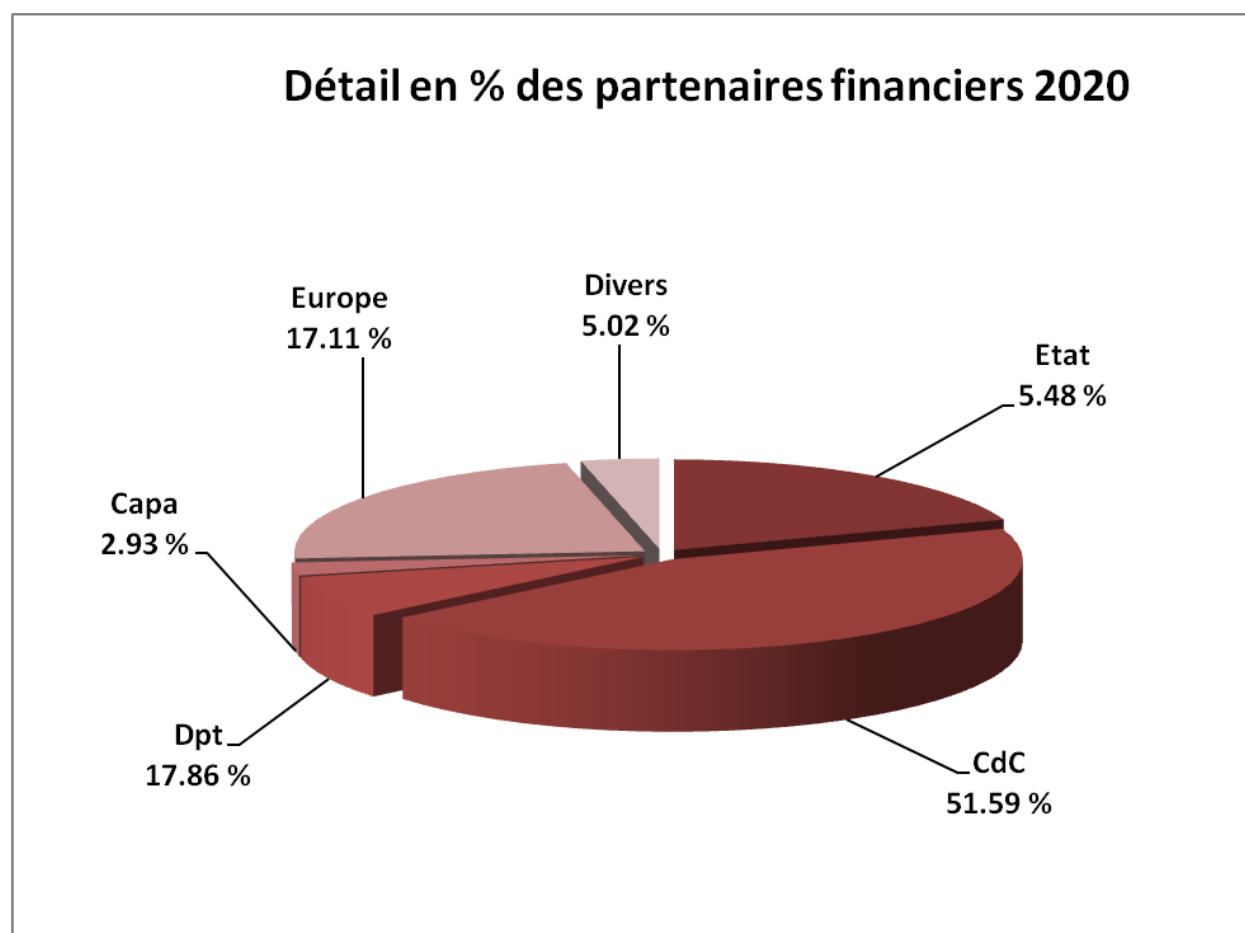
➤ **Chapitre 13 : Subventions d'équipements**

Les subventions d'investissement inscrites en propositions nouvelles dans le cadre du Budget Primitif 2020 sont liées aux programmes d'investissement retenus (PPI) ainsi que la poursuite des AP/CP. Le montant total des subventions attendues en 2020 s'élève à 13,562 M€. (8 403 456,24 € en opérations nouvelles et 5 158 653,05 € en reste à réaliser).

La répartition de ces subventions d'investissements entre nos différents partenaires financiers est la suivante :

Partenaires financiers	ETAT	Collectivité de Corse	DPT **	CAPA	Europe	Divers	TOTAL
Subventions de l'exercice sur AP/CP	1 537 340,00 €	1 066 911,24 €	144 151,00 €	16 666,00 €	689 720,00 €	0,00 €	3 454 788,24 €
Nouvelles subventions d'équipements	822 200,00 €	3 329 383,00 €	49 720,00 €	174 370,00 €	274 070,00 €	298 925,00 €	4 948 668,00 €
Total des propositions nouvelles BP 2020	2 359 540,00 €	4 396 294,24 €	193 871,00 €	191 036,00 €	963 790,00 €	298 925,00 €	8 403 456,24 €
Subventions reportées CA 2019	290 750,00 €	1 627 012,05 €	823 082,79 €	119 178,00 €	2 106 078,21 €	192 552,00 €	5 158 653,05 €
Total des inscriptions BP 2020	2 650 290,00	6 023 306,29	1 016 953,79	310 214,00	3 069 868,21	491 477,00	13 562 109,29

** Il est à noter que les subventions qui sont inscrites au titre du Département sont répertoriées ainsi afin de conserver la meilleure lisibilité possible sur les arrêtés d'attributions reçus pour les opérations et programmes en cours d'exécution



800 000 € sont inscrits au titre du reversement par l'Etat du produit des amendes de police dressées sur l'ensemble du territoire. Cette prévision est incluse dans les subventions « Etat ». Il s'agit d'une inscription prévisionnelle ; Le montant à percevoir 2020, notifié à la commune par les services préfectoraux, ne nous est pas parvenu.

➤ Chapitre 16 : Dettes et emprunts

Le volume d'emprunt nécessaire à l'équilibre de la section d'investissement et au financement des opérations de travaux et d'équipements est fixé pour l'année 2020 à 6 millions d'euros, auxquelles d'ajoutent les 2 745 050 € inscrits en Restes à réaliser, correspondant à l'étalement de l'achat de la halle. Compte tenu de l'amortissement prévisionnel de la dette et hors remboursement de la citadelle, de la halle et le viager Olandini (extra bancaire), le budget affiche une prévision de désendettement de près de 2 109 000 €.

Evolution du CRD	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020*
Encours au 01/01	78 230 171	76 131 642	74 534 113	72 462 517	71 825 186
Remboursement du capital	7 098 529	7 597 529	8 071 596	8 637 331	8 109 000
Produits des emprunts	5 000 000	6 000 000	6 000 000	8 000 000	6 000 000
Refinancements	-	-	-	-	-
Encours au 31/12	76 131 642	74 534 113	72 462 517	71 825 186	69 16 186

*estimation

➤ Chapitre 024 : Cessions des immobilisations

La prévision budgétaire 2020 en matière de **cessions immobilières** s'élève à 1,4 millions d'euros. En application avec l'instruction budgétaire et comptable M14, les recettes de cessions d'immobilisations sont prévues en recettes d'investissement au compte 024 à la différence du compte administratif où les réalisations comptables apparaissent en section de fonctionnement au compte 775.

➤ Chapitre 001 : Résultat reporté et anticipé

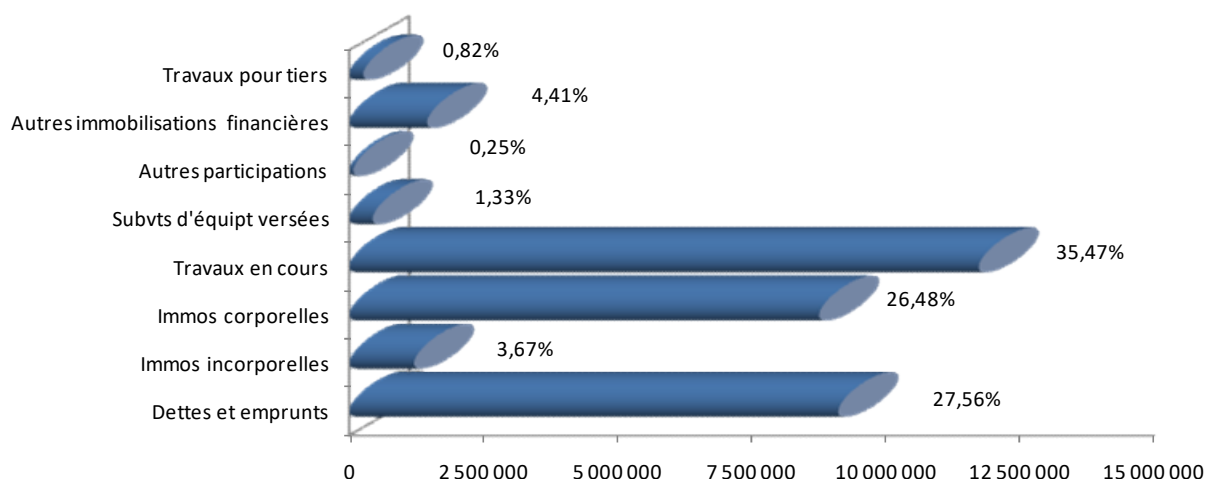
Afin d'assurer l'équilibre budgétaire de la section le résultat de l'exercice 2019 est intégré au vote du Budget Primitif 2020 (CA 2019 et affectation du résultat votés le 29 juin 2020). Ainsi 165 433,29 € sont affectés au compte 001 **résultat d'investissement reporté**.

2. Les emplois d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement, constituées essentiellement de dépenses d'équipement, de subventions d'équipement versées et du remboursement en capital des emprunts, s'élèvent à un montant 37 390 373.20 euros réparti de la façon suivante :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		BP 2019 opérations nouvelles et reports	Part de la section	BP 2020 opérations nouvelles et reports	Part de la section
CHAP 16	Dettes et emprunts	8 638 000.00	25.85 %	9 124 000.00	24 ,4%
CHAP 20	Immobilisations incorporelles	2 350 538.63	7.03 %	1 214 395.30	3,25 %
CHAP 21	Immobilisations corporelles	5 640 740.39	16.88 %	8 766 915.69	23,45 %
CHAP 23	Travaux en cours	13 237 001.84	39.61 %	11 741 554,77	31,40 %
CHAP 204	Subventions d'équipement versées	2 190 500.00	6.55 %	441 720.00	1,18 %
CHAP 26	Participations et créances	465 000.00	1.39 %	84 000.00	0,22 %
CHAP 27	Autres immobilisations financières			1 458 380.00	3,9 %
CHAP 45..	Travaux pour tiers et sous mandats	895 505.66	2.68 %	271 307.00	0,73 %
TOTAL DES DEPENSES REELLES		33 417 286.52	100.00	33 102 273,20	88,53%
CHAP 040	Opérations d'ordre*	0.00	-	4 288 700.00	11,47%
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		33 417 286.52	100.00	37 390 973.20	100.00

*détail page 40.



Détail des dépenses réelles d'investissement BP 2020

➤ Chapitre 16 : Dettes et emprunts

Le remboursement du capital des emprunts atteindra pour 2020 le montant de 9,124 M€ et se décompose ainsi :

- Emprunt bancaire : 8 109 000€
- Deuxième traite Citadelle (3 au total) : 552 000€
- Deuxième traite Halle (8 au total) : 393 000€
- Rente viagère Olandini : 70 000€

➤ Chapitres 20/204/21/23 : Dépenses d'équipement

Pour l'exercice 2020, les dépenses d'équipement totalisent en propositions nouvelles 21,861 millions d'euros et 9.3 millions d'euros en reports soit un total cumulé de 22 164 585.76 euros.

Equipements	Chap. 20	Chap. 204	Chap. 21	Chap. 23	TOTAL
Inscriptions nouvelles sur AP/CP	367 530.00	435 000.00	981 230.00	4 731 485.00	6 515 245.00
Autres Opérations d'équipement	233 970.00	6 720.00	2 221 710.00	3 883 441.24	6 345 841.24
Total des dépenses nouvelles d'équipement	601 500.00	441 720.00	3 202 940.00	8 614 926.24	12 861 086.24
Dépenses d'équipement reportées CA 2018	612 895.30	0.00	5 563 975.69	3 126 628.53	9 303 499.52
Total des crédits d'équipement ouverts 2019	1 214 395.30	441 720.00	8 766 915.69	11 741 554.77	22 164 585.76

↳ Les autorisations de programme et crédits de paiements

Les crédits nécessaires à la poursuite des autorisations de programmes sont inscrits au sein de ce budget primitif 2020. Le rapport de présentation des créations et révisions des autorisations de programmes fait l'objet d'une délibération séparée présentée lors du même Conseil municipal que le vote du BP. Ce document détaille les crédits de paiement pluriannuels tant en dépenses qu'en recettes pour le projet d'envergure de la Ville.

↳ Inscriptions budgétaires d'équipement hors AP/CP

Les dépenses d'investissement hors AP portent sur les besoins en équipements, la réhabilitation de bâtiments, les mises aux normes, l'accessibilité, les aménagements urbains, la voirie. Les inscriptions au budget sont établies en fonction des priorités municipales, des études réalisées, des procédures d'appels d'offres et des financements obtenus.

Pour 2020 près de 6,346 millions d'euros de crédits nouveaux sont affectés aux différentes études, aux acquisitions de matériels ainsi qu'aux travaux et aménagements.

Le détail complet des inscriptions nouvelles pour l'exercice 2020 par chapitre et nature budgétaire est le suivant :

Chapitre 20 : Immobilisations Incorporelles : 6 720 €

Chapitre 20 hors AP	
Aides à l'immobilier d'entreprise	6 720,00
Total	6 720.00

Chapitre 204 : Subventions d'équipement : 233 970 €

Chapitre 20 hors AP	
Logiciels informatiques	75 000.00
Etudes sur le patrimoine	35 840.00

Chapitre 21 : Immobilisations Corporelles : 2 221 710 €

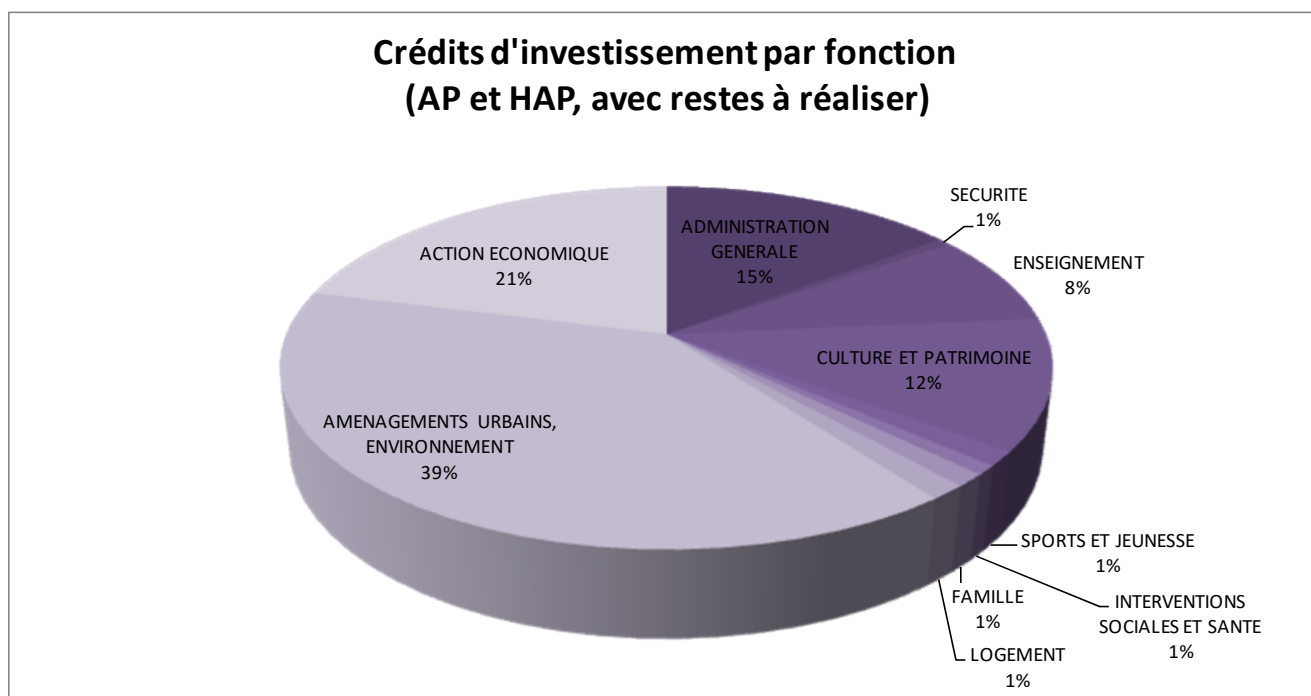
Chapitre 21 hors AP	
Travaux dans les bâtiments communaux (durée inférieure à 1 an)	702 000.00
Travaux dans les écoles (durée inférieure à 1 an), matériels et mobiliers	308 250.00
Travaux CIAS	163 000.00
Matériels et travaux courts pour les projets européens et transfrontaliers	178 490.00
Frais notariés (Halle et Lazaret)	107 000.00
Matériels pour les cantines et cuisines	125 850.00
Matériels Espace Diamant	67 600.00

Matériels de prévention inondations	64 000.00
Matériels de voirie	119 370.00
Matériels bibliothèques	35 000.00
Matériels espaces verts	56 800.00
Travaux Direction de la Culture	25 750.00
Matériels éclairage public	24 000.00
Matériels logistique et garage	42 460.00
Matériels festivités	24 000.00
Matériels sites bilingues	20 000.00
Matériels FIPHPF	20 000.00
Matériels informatiques	20 000.00
Matériels crèches	21 040.00
Achat d'œuvres (musées)	16 000.00
Matériels stades	15 760.00
Matériels commerce	25 200.00
Matériels plages	5 500.00
Matériels hygiène	4 000.00
Matériels gymnases	7 840.00
Matériels ALSH	8 000.00
Matériels piscines	4 880.00
Matériels musique municipale	3 600.00
Divers	6 320.00
Total	2 221 710.00

Chapitre 23 : Travaux en cours : 3 883 441,24

Chapitre 23 hors AP	
Travaux de voirie	1 088 490.00
Raccordement EDF Stiletto	458 710.00
Travaux d'éclairage public	337 500.00
Travaux espaces verts	378 500.00
Travaux dans les écoles	231 341.24
Travaux bâtiments communaux	398 170.00
Travaux dans les crèches	154 690.00
Mandat hôpital de la Miséricorde	132 000.00
Travaux dans le cadre des projets européens et transfrontaliers	192 640.00
Ponton Parata	81 980.00
Travaux dans les gymnases	49 660.00
Travaux dans les cimetières	46 000.00
Feux tricolores	40 000.00
Travaux dans les cantines	39 500.00
Travaux dans les bibliothèques et médiathèques	46 140.00
Travaux dans les piscines	33 200.00
Travaux dans les stades	32 100.00
Travaux dans les musées	45 000.00
Travaux plages	20 100.00

Fibres optiques	20 000.00
Création d'un atelier d'artiste	20 000.00
Bornes d'incendie	14 720.00
Travaux espace Diamant	12 000.00
Reserve travaux tempêtes	8 000.00
Travaux ALSH	3 000.00
Total	3 883 441.24



➤ Chapitre 26 : Participations financières

Il est prévu au chapitre 26 la participation de la ville au capital de la SPL « M3E » pour un montant de 84 000 €.

➤ Chapitre 27 : Autres immobilisations financières

Les crédits relatifs à la concession d'aménagement « Cœur de Ville » (SPL Ametarra) sont comptabilisés au chapitre 27.

Il est proposé :

- 540 000€ au titre de la participation de la Ville au traité de concession pour 2020
- 716 190€ au titre de reversement de subventions DSIL perçues par la Ville pour la SPL (Place Campinchi). L'inscription est compensée en recettes.

D'autre part, un reversement de 202 190€ est prévu dans le cadre du projet européen transfrontalier CIEVP, projet pour lequel la Ville est « Chef de file ». La recette a été perçue en 2019.







3. La gestion de la dette

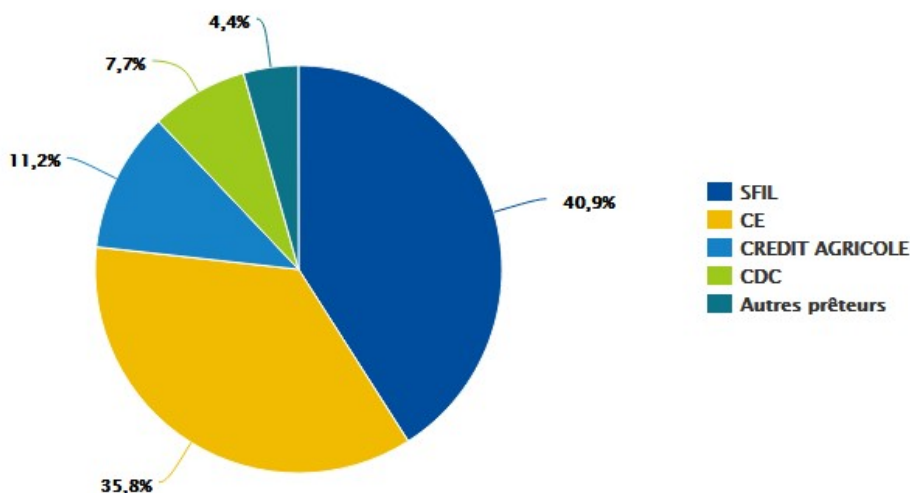
La Ville dispose au 01 Janvier 2020 de 35 emprunts dits « classiques » en cours répartis entre 6 établissements bancaires. L'encours total est de 71 825 185.73 €.

La synthèse de la dette du budget principal est la suivante :

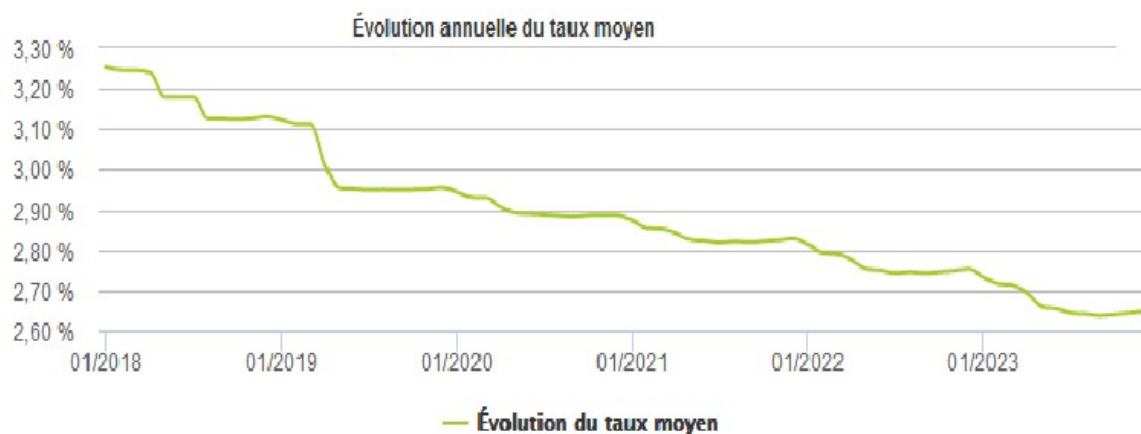
La	Capital restant dû	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne
	71 825 185.73 €	2.90 %	10 Ans 11 mois	5 Ans 09 Mois

Société de Financement Local reste le partenaire financier privilégié de la Ville suivi des institutionnels Caisse d'Epargne et Crédit agricole.

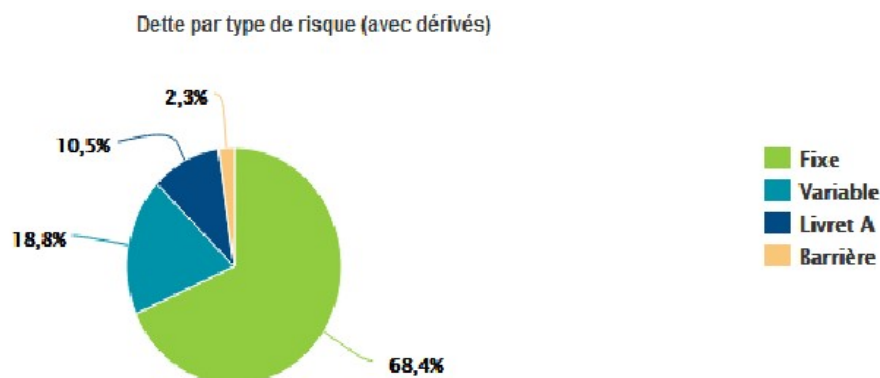
Organismes Prêteurs	Montants empruntés	Capital restant dû au 01/01/2020	% du CRD	Nombre d'emprunts
 Dexia CL	3 000 000.00	1 600 000.00	2.22 %	1
 Crédit Agricole	13 000 000.00	8 024 002.59	11.19 %	3
 Société générale	9 600 000.00	1 535 431.93	2.13 %	3
 Caisse des dépôts	13 469 820.00	5 538 939.65	7.71 %	7
 Caisse Epargne	32 300 000.00	25 722 094.13	35.81 %	11
 Sfil-Caffil	48 025 711.65	29 404 717.43	40.94 %	10
TOTAL	119 395 531.65	71 825 185.73	100.00	35



L'analyse par type de taux fait ressortir pour l'ensemble des emprunts à rembourser en 2020 un taux moyen simulé de 2.90 %.



Type de taux	Encours	% d'exposition	Taux moyen	Classification
Fixe	49 162 803.37	68.44 %	3.52 %	A-1
Variable	13 479 577.90	18.77 %	1.62 %	A-1
Livret A	7 508 775.92	10.46 %	1.38 %	A-1
Barrière	1 674 028.54	2.33 %	4.15 %	B-1
Barrière avec multiplicateur	0.00	-	-	4-E
Change	0.00	-	-	6-F
Ensemble des risques	71 825 185.73	100.00 %	2.90 %	



Pour 2020, le montant prévisionnel des flux de la dette est de 10 177 329.09 € et sa répartition est la suivante :

- ↳ Montant du capital à rembourser : 8 066 274.54 €
- ↳ Montant des intérêts à payer : 2 111 054.55 €

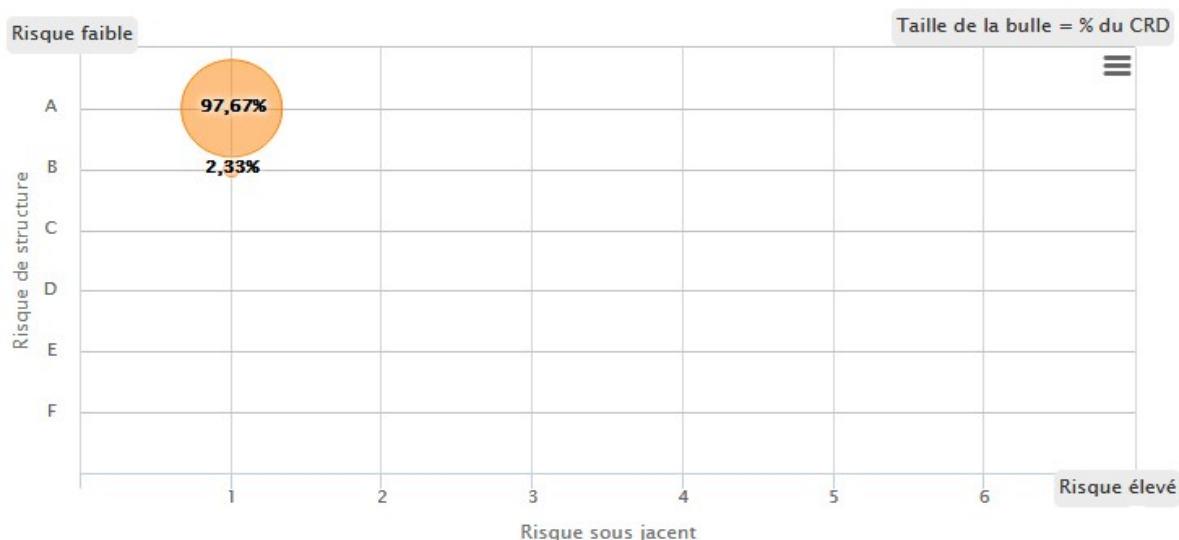
Etablissements prêteurs	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
		Intérêts	Capital
CAISSE D'EPARGNE	2 367 141.53	542 169.60	1 824 971.93
CAISSE DES DEPOTS	1 110 080.92	136 913.43	973 167.49
CREDIT AGRICOLE	923 921.84	742 159.30	181 762.54
DEXIA CL	261 968.69	61 968.69	200 000.00
SFIL CAFFIL	4 760 677.15	1 141 581.30	3 619 095.85
SOCIETE GENERALE	753 538.76	46 658.79	706 879.97
TOTAL	10 177 329.09	2 111 054.55	8 066 274.54

3.1 La charte de la dette

La charte de bonne conduite vise à régir les rapports mutuels entre les collectivités locales et les établissements bancaires. Celle-ci formule un certain nombre d'engagements réciproques devant notamment permettre une meilleure maîtrise des risques. Dans ce cadre, a été définie une matrice des risques afin de permettre une classification des produits bancaires proposés.

Structures	1	2	3	4	5	6
Indice sous jacents	Indices en euros	Indices inflations françaises ou zone euro	Ecart Indices zone euros	Indices hors zones euros	Ecart Indices hors zone euros	Autres indices
(A) taux fixe simple	70 151 158 €					
	97.67 %					
(B) barrière simple	1 674 028 €					
	2.33 %					
(C) option d'échange						
(D) multiplicateur jusqu'à 3						
(E) multiplicateur jusqu'à 5						
(F) autres types de structures						

Dette selon la charte de bonne conduite



Afin d'être le plus complet concernant ce chapitre il convient également d'intégrer au sein du chapitre 16 le paiement échelonné des échéances 2020 et 2021 concernant l'acquisition de la Citadelle pour un montant total de 1 380 000 € ainsi que l'acquisition de la Halles Campinchi pour un montant de 2 745 000 €.

Concernant l'acquisition de la Citadelle, Nous avons sollicité l'octroi d'un échelonnement du paiement du prix de la cession. Après avis des services du ministère de la Défense nous avons obtenu que le montant du soit fractionné en trois échéances.

- 414 000 € à la signature de l'acte soit 30 % comptabilisé sur l'exercice 2019
- 552 000 € au premier trimestre 2020 soit 40 %.
- 414 000 € au premier trimestre 2021 soit 30 %.

Il nous est demandé en contrepartie que le paiement fractionné des deux dernières échéances soit assorti d'un décompte d'intérêts dus au taux légal selon les règles de droit commun. Il convient donc de considérer les deux dernières échéances comme une dette envers l'Etat et donc de les comptabiliser au chapitre 16 « dettes et emprunts » pour un montant de 966 000 €. Ainsi chaque échéance versée réduira automatiquement le capital restant du comme un emprunt classique.

Pour la Halle Campinchi, il s'agit du même processus de comptabilisation ; A savoir l'échelonnement du paiement de l'achat est considéré comme un emprunt. L'annualité s'élève à 393 000€

Enfin, Il convient de comptabiliser la rente viagère « Olandini » au chapitre 16 (soit 70 000€ / an), dans la cadre de la donation du Lazaret.

D. Les travaux pour le compte de tiers et opérations sous mandats

Ce chapitre enregistre en opérations nouvelles les inscriptions suivantes :

- Au compte 4541 les travaux exécutés d'office pour le compte de tiers défaillants. Les sommes ainsi avancées sont recouvrées par le biais du compte 4542 en recettes d'investissement. Au titre de l'exercice 2020, une inscription de 110600 € est prévue.
- Aux comptes 4581 (en dépenses) et 4582 (en recettes) sont retracées les écritures concernant les opérations sous mandats exécutés par la collectivité pour le compte de la CAPA. Pour 2020 sont prévus les travaux d'aménagement paysager de la station d'épuration de la route de sanguinaires à hauteur de 135 K€.

E. Les opérations d'ordre et opérations patrimoniales

Le tableau suivant retrace les écritures d'ordre entre les sections du budget primitif 2020.

Dépenses de fonctionnement			Prévisions budgétaires	Recettes d'investissement		
Chap.	Art	Intitulés	Montants	Chap.	Art	Intitulés
023	023	Virement vers la section d'investissement	959 745,33	021	021	Virement de la section de fonctionnement
042	6811	Dotations aux amortissements des Immobilisations	2 897 631,67	040	28...	Amortissements des immobilisations
	6862	Dotations aux amortissements des charges financières	1 025 623.00		4817	Amortissements des charges financières
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement			4 883 000.00	Total des recettes d'ordre d'investissement		

L'intégration au patrimoine de la Ville du Lazaret Olandini est retracée à l'aide d'une opération patrimoniale :

- Dépenses d'ordre (041) : 4 288 700€
- Recette d'ordre (041) : 4 288 700€

F. Les ratios communaux

Synthèse des Ratios communaux obligatoires

	Population retenue fiche DGF 2017 : 69 378 hab.	BP 2020 Ville Ajaccio	Moyenne nationale de la strate *
Ratio 1	Mesure du service rendu Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 286 €	1 349 €
Ratio 2	Poids de la fiscalité Produits des impositions directes/population	518 €	661 €
Ratio 3	Taille financière Recettes réelles de fonctionnement/population	1 300 €	1 557 €
Ratio 4	Effort et niveau d'équipement (Avec Anru) Dépenses d'équipement brut/population	181 € (307 €)	296 €
Ratio 5	Niveau d'endettement (Avec Anru) ** Encours de la dette/population	993 € (1 277 €)	1 447 €
Ratio 6	Dotation globale de fonctionnement DGF/population	192 €	214 €
Ratio 7	Poids du personnel Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	71,43 %	60,9 %
Ratio 9	Mesure de l'épargne nette Dépenses réelles de fonctionnement et amortissement du capital de la dette/recettes réelles de fonctionnement	108,99 %	95,5 %
Ratio 10	Taux d'investissement Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	13,91 %	19 %
Ratio 11	Poids de la dette (Avec Anru) ** Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	76,43 % (98,24 %)	92,9 %

*Source : les collectivités locales en chiffres 2019 Site internet : www.collectivites-locales.gouv.fr/ chapitre 4 « les ratios financiers obligatoires du secteur communal » point 4-7a les principaux ratios financiers des communes par strate de population, page 53

** Suite à la mise en place du fonds de soutien, la méthode de calcul des ratios d'endettement n° 5 et 11 a été réajustée pour les collectivités ayant capitalisés une partie ou la totalité de l'indemnité de refinancement. Pour le calcul des deux ratios les collectivités pourront déduire de l'encours global de la dette le solde de l'aide du fonds de soutien à percevoir. Cependant les crédits relais sont intégrés, ce qui gonfle le ratio.

CONSOLIDATION DE CERTAINS RATIOS AVEC LE BUDGET ANNEXE DE L'ANRU

Ratio 4	Effort et niveau d'équipement avec budget ANRU Dépenses d'équipement brut/population	307 €	296 €
Ratio 5	Niveau d'endettement avec budget ANRU Encours de la dette/population	1 277 €	1 447 €